

N° 306 juin 19

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drött
Welt*



Dossier

L'UE après les élections: quelles perspectives pour la coopération internationale?

Secteur privé et coopération au développement: de quoi parle-t-on?

Grenzschutz als Geschäft

Urgence climatique: un appel personnel à affronter les éléphants dans la salle

Interessieren Sie sich für
Nord-Süd Beziehungen?



**Tausende thematische Dokumente und Bücher erwarten Sie
im Gratisverleih in unserer Fachbibliothek. Schauen Sie vorbei.
Wir freuen uns auf Ihren Besuch!**

CITIM ist ein Angebot der

Unsere Öffnungszeiten
Dienstag bis Freitag von 12 bis 18Uhr
Samstag von 10 bis 12.30Uhr

edito

Alors que tous les regards sont tournés vers les débats sur les futures alliances au sein du Parlement européen et le nom du prochain Président de la Commission européenne, un processus, plutôt discret mais pas des moins importants est en train de faire son chemin au sein des institutions européennes: la négociation du cadre financier pluriannuel de l'UE (CFP) pour la période 2021 - 2027. C'est-à-dire la définition du budget européen jusqu'à 2027.

"Il faut être un sacré europhile pour suivre les discussions du cadre financier pluriannuel de l'UE", constate une chercheuse française en économie. En effet, le processus est long, complexe et pas très transparent. Or, il est essentiel car il reflète finalement les priorités politiques de l'UE pour les années à venir.

A l'occasion de ce numéro 306, nous avons décidé de mettre en débat les ressources qui seront dédiées à la coopération au développement par l'UE et les orientations stratégiques qui déterminent ces décisions.

En ce qui concerne l'aide au développement, l'UE est un acteur majeur au niveau mondial. Si l'on cumule ses dépenses de développement avec celles de ses pays membres, elle est le premier donateur d'aide au monde. À elles seules, les institutions de l'UE sont le quatrième

donateur d'aide au monde, derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Il s'agit donc d'un acteur généreux mais si nous commençons à examiner de près l'utilisation de cet argent, certaines tendances inquiétantes émergent. La société civile constate qu'une partie de l'aide est utilisée pour des objectifs qui ont peu avoir avec l'éradication de la pauvreté et qui servent plutôt les intérêts économiques et géopolitiques de l'UE.

Au niveau de la coopération avec d'autres régions, comme par exemple l'Amérique latine, la coopération sur le plan économique semble l'emporter sur les questions de droits humains et environnementales. Quelle sera la stratégie de l'UE face à des dirigeants comme Jair Bolsonaro au Brésil ? Les réponses ne vont pas tarder. L'Europe est en train de négocier un accord de libre échange avec les pays de Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay). Plus de 340 organisations de la société civile appellent à mettre immédiatement un terme aux négociations en raison de la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil. L'UE va-t-elle les écouter?

Antoniya Argirova

brennpunkt *Sommaire*

Edité par

Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
RCS F6030
e-mail: brennpunkt@astm.lu
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture:
Sara Kurfess, Unsplash

Responsable de la rédaction

Antoniya Argirova

Ont participé à ce numéro

Claire Godfrey, Romain Herre, Marta Ibero Dolla, Christian Jakob, Raquel Luna, Alexandre Mortelette, Anne Müller, Rocio Silva Esteban, Elizabeth Peredo Beltran, Julie Smit, François Xavier-Dupret

Layout

Antoniya Argirova

Impression

CA-Press Esch/Alzette

Vous pouvez soutenir le magazine en faisant un don sur le compte CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC : CCPLULL) avec mention « don bp3w » en n'oubliant pas votre nom et adresse complète. Renseignements: Jeanny Peffer
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.peffer@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois par an. Tirage: 1000 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est autorisée à condition que la source soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei unter der Bedingung, dass die Quelle angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la présente publication n'engagent que leurs auteurs.

Dossier: L'Union européenne après les élections: quelles perspectives pour la coopération internationale?

- 6 Politique de développement européenne: la bonne approche et les bons instruments? Un regard de la société civile.
- 9 Secteur privé et coopération au développement: de quoi parle-t-on?
- 12 Grenzschutz als Geschäft
- 16 Hallo Finanzindustrie - Adieu Entwicklungshilfe
- 18 Brexit: We must ensure that UK civil society continues to have a voice at EU level
- 19 Vers une nouvelle stratégie de coopération de l'Union européenne avec l'Amérique latine?
- Perspectives**
- 23 Un appel personnel à affronter les éléphants dans la salle
- 27 L'ignorance verte
- 30 L'affaire TIPNIS en Bolivie : Vers la construction d'une nouvelle jurisprudence de la Nature
- 34 Je ne me moque pas de la mort
- 35 Conflicting verdicts on Duterte administration
- Cinq questions à... Laurent Levard**
- 38 Politique agricole commune européenne: quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud?
- Coin CITIM**
- 42 Coin Citim: L'Atlas des frontières – Murs, conflits, migrations

Dossier L'UE après les élections: quelles perspectives pour la coopération internationale?

6



Dossier

COOPERATION INTERNATIONALE DE L'UE

Politique de développement européenne: la bonne approche et les bons instruments ? Un regard de la société civile.



François Xavier Dupret, Cercle de coopération des ONGD

L'aide publique au développement sert de nombreux intérêts et objectifs avoués ou non. En principe, l'aide devrait être utilisée pour appuyer le développement durable dans les pays en développement dans le respect de leurs priorités et de leurs agendas. Malheureusement, l'aide est souvent instrumentalisée afin de poursuivre les intérêts commerciaux et politiques des pays donateurs.

Cette deuxième tendance se retrouve dans certaines propositions du prochain instrument de coopération au développement de l'UE (Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale). Doté d'une enveloppe d'environ 89 milliards d'euros, cet instrument structurera la coopération au développement de l'Union de 2021 à 2027. La proposition initiale, soumise par la Commission européenne, a fait l'objet de deux critiques principales de la part de la société civile: le manque de clarté et de repères sur le rôle du secteur privé dans la coopération au développement et l'allocation de 10% du budget au contrôle de la migration et à la sécurisation des frontières. L'objectif d'une régulation des mouvements migratoires vers l'Europe et de la création d'une ceinture sécuritaire assurées par les voisins du Sud proposées dans ce texte confortent les politiques des pays européens mais ne constitue pas une priorité de développement des pays africains.

La migration comme enjeu de la coopération au développement européenne, comment en est-on arrivé là ?

Cette tendance à lier l'aide au développement et le contrôle de la migration s'est imposée au fil des ans dans les discours politiques européens. En 2005, les images des migrants escaladant les barrières des enclaves espagnoles de Melilla et Ceuta sont diffusées dans les médias, renforçant une perception négative et menaçante de la migration africaine vers l'Europe.

La même année les dirigeants européens se réunissent et définissent à Hampton Court une « approche globale des migrations », c'est le début de la prise en considération toujours plus grande d'une logique de contrôle des migrations dans l'agenda de la coopération au développement. Parallèlement, l'UE met en œuvre des politiques de coopération avec des pays tiers au sein de la politique de voisinage et des partenariats pour la mobilité afin de lutter contre l'immigration irrégulière¹. Parmi ces partenariats, il faut mentionner le Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat, 2006) et le processus de négociations de Khartoum en 2014 avec les pays de la corne de l'Afrique et les pays de transit qui comporte une forte dimension sécuritaire avec des budgets pour la formation de garde-frontières et la création de camps pour migrants.

En 2015, les pays des Balkans et du Sud de l'Europe font face à un afflux inhabituel de migrants nourri notamment par les conflits ou situations sécuritaires précaires dans de nombreux pays dont la Syrie, l'Afghanistan ou encore en l'Érythrée. En novembre de la même année, les chefs d'état africains et européens et décident de la mise en place d'un « Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique » (FFU) en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et



© Photo: Gémes Sándor/SzomSzed

du phénomène des personnes déplacées en Afrique².

L'objectif de ce fonds est d'avoir un impact sur les causes profondes des migrations, favoriser des routes de migrations légales et diminuer les flux migratoires vers l'Europe. Le volet migratoire du futur instrument de coopération internationale de l'UE s'inscrit dans la logique et prolongation du FFU. Il mobilise les ressources de l'aide publique au développement en vue du contrôle des flux migratoires vers l'Europe. Cette stratégie pose des risques de non respect du droit d'asile et de violations des droits humains des migrant-e-s.

Au-delà des problèmes d'éthique et de droits humains liés à la sécurisation de l'aide³, la question est posée également sur l'efficacité des mesures et sur les impacts négatifs sur les dynamiques de développement régional que pourraient avoir ces politiques impliquant une restriction de la mobilité des personnes.

Des études sur le lien entre migration et développement, ont montré que le développement des pays africains

d'origine ne va pas automatiquement diminuer le nombre de personnes candidates à la migration. Au contraire, le voyage nécessite des moyens financiers importants et ce sont souvent les familles qui ont pu générer un peu d'épargne qui peuvent financer le voyage⁴. De plus, les mesures de sécurisation des frontières entre les pays africains peuvent avoir un impact négatif sur les populations les plus vulnérables pour lesquelles migrer vers les pays voisins fait partie des stratégies de subsistance⁵.

Quel encadrement du « secteur privé » ?

Un autre point vivement discuté et critiqué par les organisations de la société civile est le manque de précision quant à la nature et à l'encadrement de l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre de l'instrument.

Le futur instrument de l'UE comprend la création du Fonds Européen pour le Développement Durable + (FEDD+). Ce fonds sera composé de subventions et

d'instruments financiers divers en appui aux organisations de la société civile, aux Etats et au secteur privé (prêts, garanties sur portefeuille, couverture de risques...). L'objectif de ce fonds est en outre d'encourager l'investissement privé et d'accroître l'accès au financement des entreprises⁶. Les inquiétudes de la société civile portent sur la définition exacte du terme « secteur privé ». En simplifiant un peu la problématique, s'agira-t-il effectivement de favoriser le secteur privé local des pays les moins avancés en créant un environnement favorable ou l'argent sera-t-il engagé en soutien à des entreprises étrangères désireuses indirectement s'assurer de nouveaux marchés⁷?

Une partie du budget du FEDD+ sera utilisé dans le cadre de financements mixtes, outil habituel de la Banque européenne d'investissement. Avec les financements mixtes public-privé, l'intervention du financement de l'UE vise à réduire le coût total de l'investissement privé grâce à une subvention ou à réduire le risque d'investissement (prêts en dessous du prix du marché, couverture des risques d'investissement...)

Les efforts de la coopération au travers du secteur privé auront-ils vraiment des impacts positifs sur la réduction de la pauvreté ? Une étude récente montre la nécessité de modérer les attentes des donateurs sur les capacités des financements mixtes à mobiliser des fonds privés et surtout sur leur capacité à canaliser de l'investissement vers les pays les moins avancés et vers les populations les plus vulnérables⁸. Une autre interrogation concerne le cadre de redevabilité et de transparence de l'action du secteur privé à savoir si les entreprises privées seront soumises aux mêmes exigences de résultats que d'autres acteurs de la coopération et si les droits humains, sociaux et environnementaux seront respectés.

Le futur instrument revu et corrigé par le Parlement européen

En mars 2019, le Parlement européen a approuvé l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.

La proposition initiale envoyée par la Commission avait soulevé beaucoup de critiques et d'inquiétudes. Il s'agissait d'une version peu ambitieuse, montrant de nombreuses lacunes dans sa formulation et peu de références aux engagements internationaux des pays membres.

Par rapport à la proposition initiale de la Commission, la règlement amendé et approuvé par le Parlement européen ajoute des références et précisions sur les engagements des pays en relation avec l'accord de Paris sur le Climat et l'agenda 2030. La nouvelle version prend davantage en compte les droits humains et en fait un des principes centraux du futur instrument, en demandant que «des évaluations d'impact ex ante des droits de l'homme, du genre, des droits sociaux et du travail» soient effectuées avant l'adoption des actions. Le budget alloué au programme «Droits humains et démocratie» sera augmenté et prévoit

une clause de suspension de l'aide en cas de violations persistantes des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit.

Le volet migratoire a également été revu dans sa formulation. Les droits humains sont mis en avant et le «droit de toute personne de quitter son pays d'origine» est affirmé. De même, l'aide à un pays tiers ne pourra pas être conditionnée par son acceptation de contraintes relatives à la gestion de la migration.

Le Parlement a également fait en sorte que le texte amendé soit en accord avec les engagements de l'UE sur la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction et que 85% du budget soit orienté vers des actions où l'égalité des sexes est l'objectif principal ou significatif. Enfin, le texte révisé encourage l'encadrement de l'action du secteur privé en ajoutant des clauses sur le respect des droits humains, des normes internationales du travail, des normes fiscales et environnementales.

Grâce au travail du Parlement européen et les commentaires critiques de la société civile, la proposition a été considérablement améliorée. Cependant 10% du budget seront toujours dédiés au volet migratoire et iront en partie à la sécurisation des frontières. L'agenda 2030 met en avant la migration comme une opportunité pour le développement: «La migration est un puissant moteur du développement durable, tant pour les migrants eux-mêmes que pour les communautés dans les pays d'origine, de transit et de destination»⁹. Le règlement européen dans sa substance, malgré les améliorations et les retouches dans la formulation, reste sur ce point en contradiction avec les engagements pris par les Etats dans le cadre de l'agenda 2030.

Les prochaines étapes

Le Conseil devra se positionner sur la nouvelle proposition approuvée par le Parlement avant d'entrer dans les négociations tripartites entre le

Parlement, le Conseil et la Commission qui vont avaliser la version définitive de l'instrument dans le courant de l'année 2019. La partie n'est donc pas gagnée; organisations de la société civile européenne et des pays du Sud devront être vigilantes et faire pression sur les institutions européennes dans les prochains mois afin d'éviter que les amendements proposés par le Parlement ne soit révisés à la baisse ou rejetés.

Mais le plus gros travail se fera lors de la mise en œuvre de l'instrument à partir de 2021. Les organisations de la société civile européenne et les sociétés civiles du Sud devront alors exercer un travail de vigilance continu de la mise en œuvre des politiques de coopération européennes. Nos pays ont souvent montré leur faillibilité à concrétiser dans les faits leurs engagements sur la qualité et la quantité de l'aide publique au développement et ont souvent été trop peu critiques face à des faits de violation des droits humains par les Etats ou les entreprises.

Sources

1 Olivier Clochard et al. Atlas des migrants en Europe: Approches critiques des politiques migratoires. Ed. Migreurop/Ed. Armand Colin. 2017

2 https://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa_en

3 La sécurisation de l'aide est le terme employé pour décrire l'utilisation d'une partie de l'aide publique au développement à des fins sécuritaires

4 Schöfberger Irene et Venturi Bernardo. "Eight myths on the migration-development nexus that European and African policymakers need to reconsider" European Think Tanks Group. 2018. <https://ettg.eu/2018/07/10/eight-myths-on-the-migration-development-nexus-that-european-and-african-policymakers-need-to-reconsider/>

5 Matthieu Tardis, Les partenariats entre l'Union européenne et les pays africains sur les migrations. Un enjeu commun, des intérêts contradictoires. Institut français des relations internationales. 2018. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/tardis_partenariats_ue_afrique_2018.pdf

6 San Bilal. Leveraging the next EU budget for sustainable development finance: the European Fund for Sustainable Development Plus (EFSD+). ECDPM. Discussion Paper N°243. 2019.

7 NDICI: CONCORD's Views on an essential vote ahead February 2019. https://concordeurope.org/wp-content/uploads/2019/03/CONCORDs-Views-on-an-essential-vote-ahead_-February-2019.pdf

8 Samantha Attridge and Lars Engen. Blended finance in the poorest countries: the need for a better approach. Overseas development Institute. 2019

9 La migration et le Programme 2030, guide à l'usage des praticiens. Office international des migrations. http://www.migration4development.org/sites/default/files/fr_sdg_web.pdf

Secteur privé et coopération au développement: De quoi parle-t-on ?



François Xavier Dupret

Mobilisation des ressources privées, financements pour le développement, partenariats publics privés, financements mixtes, investissement à impact social, environnement favorable pour le secteur privé, instruments innovants de financement, responsabilité sociale des entreprises... de nombreux concepts et modalités d'actions rendent l'implication du secteur privé pour le développement difficile à comprendre. Ce manque de clarté peut constituer un obstacle à l'analyse et au débat sur le rôle du secteur privé dans la coopération au développement. Décryptage...

Le secteur privé et le financement du développement. « From billions to trillions »

A lors que l'aide publique au développement (APD) était conçue initialement comme un appui direct aux Etats et au secteur non lucratif, au fil des ans, elle a joué de plus en plus le rôle de catalyseur de flux financiers privés vers les Etats du Sud. Entre 1990 et 2007, le financement d'acteurs privés dans le contexte du développement a été multiplié par dix¹.

Avec l'adoption de l'Agenda 2030 et l'annonce des besoins nécessaires à son financement – estimé par la CNUCED entre 3,3 et 4,5 mille milliards de dollars par an², la mobilisation de financements

du secteur privé pour le développement a connu un nouvel élan et a été présentée comme la solution miracle pour financer la réalisation des objectifs de développement durable. L'objectif 17 de l'agenda 2030 à notamment pour cible « Adopter et mettre en œuvre des dispositifs visant à encourager l'investissement en faveur des pays les moins avancés ».

Avec la formule magique «From Billions to trillions», la Banque mondiale, soutenue par les banques de développement régionales et le Fonds Monétaire International met en avant le secteur privé comme acteur incontournable pour le financement de l'Agenda 2030³. La troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis Abeba en 2015 a conforté cette position.



Siège de la Banque Mondiale à Washington

Qu'entend-t-on par secteur privé ?

Pour définir le « secteur privé », l'OCDE reprend la définition suivante : les organisations n'appartenant pas à l'État, étant gérées par des particuliers et dont la raison d'être est le profit. Cela inclut les institutions financières et leurs intermédiaires, les entreprises (multinationales, PME, micro-entreprises) ainsi que les coopératives et les entrepreneurs individuels. Sont exclues de ce groupe les organisations sans but lucratifs et les fondations privées⁴.

Le secteur privé dans le contexte du développement se réfère aux partenariats contractuels entre une partie publique (bailleurs de fonds publics, administrations publiques, institutions publiques) et une partie privée. Ces partenariats ont pour objectifs d'atteindre des objectifs de développement⁵.

Comment les bailleurs de fonds s'engagent avec des partenaires privés ?

« Développement du secteur privé »

Dans ce premier cas, considérant que l'existence d'un secteur privé dynamique est l'une des conditions d'un développement économique au niveau local, les bailleurs de fonds vont appuyer l'émergence ou la consolidation d'un environnement favorable au secteur privé dans le pays partenaire. Il s'agit donc d'un appui prioritairement destiné au contexte dans lequel sont actifs les acteurs privés locaux, même si cela peut également impliquer des partenariats stratégiques avec des acteurs privés du pays donateur ou de pays tiers.

Cette dynamisation du secteur privé dans les pays partenaires peut se faire à différents niveaux :

Les politiques d'action au niveau macro impliquent la création d'un environnement favorable au niveau des Etats. Il s'agira par exemple d'appuyer les Etats à travers de la coopération bilatérale afin d'assurer l'existence d'un cadre économique et légal bien défini et stable qui permet l'essor du secteur privé (droits de propriété, gouvernance, régulation financières,...).

L'action au niveau meso s'attache principalement à soutenir la compétitivité et l'intégration des acteurs privés locaux aux chaînes de valeurs et aux marchés nationaux. Les politiques d'action au niveau micro contribuent quant à elles à renforcer les compétences des acteurs privés locaux et à la formation professionnelle des populations locales.

L'appui au secteur de la finance inclusive peut également être considéré comme un facteur qui dynamise le secteur privé. La finance inclusive permet aux populations locales, que ce soit une famille, un entrepreneur ou une entreprise, d'accéder à des services financiers. La digitalisation favorise l'apparition de

nouveaux acteurs tels que les opérateurs télécoms, les fintechs et dans un futur proche les bigtechs comme Facebook et Google qui font concurrence aux acteurs traditionnels de la microfinance.

« Le secteur privé pour le développement »

Dans ce cas de figure, les fonds publics sont destinés à favoriser la mobilisation du secteur privé global pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement dans les pays partenaires.

« Mobiliser le secteur privé » sous-entend que les ressources du secteur privé existent au niveau global, prêtes à être investies, mais qu'elles ne sont pas utilisées pour favoriser le développement des pays émergents ou des pays moins avancés. C'est pourquoi l'aide publique au développement va être utilisée pour financer des instruments qui vont favoriser la « canalisation » de ces ressources privées vers des pays cibles.

On peut identifier trois types d'action pour favoriser la contribution du secteur privé

à la réalisation des objectifs de l'agenda 2030: mobiliser les investissements privés, renforcer les expertises et les connections et enfin responsabiliser et améliorer les pratiques du secteur privé

Contribuer à mobiliser les investissements privés

Différents types d'instruments seront proposés pour motiver le secteur privé à investir dans les pays émergents ou moins avancés:

- Seront proposés des instruments pour mitiger les risques que prennent les acteurs privés. Par exemple, dans le but d'attirer l'investissement privé, les institutions de la Banque Mondiale offrent des produits de garantie conçus pour atténuer certains risques qui découragent l'investissement dans les pays en développement. Ces produits financiers sont souvent mobilisés pour soutenir des partenariats public-privé (PPP) dans le cadre des projets d'infrastructure. Dans le cadre de la mise en commun de financements public/privé, la part d'argent public peut être engagée en tant que « première perte » ce

qui signifie qu'en cas de problème, l'aide publique sera utilisée afin de protéger le capital des actionnaires privés. L'aide publique peut aussi proposer aux investisseurs privés des assurances pour couvrir des risques politiques ou climatiques, des mécanismes de garantie pour les crédits, la création de « couloirs sécurisés » pour les transferts de fonds ou une protection contre les risques de change (currency swaps). Les financements mixtes, mélangeant investissements public et privé, ont presque toujours une composante de gestion des risques.

- Les bailleurs de fonds peuvent contribuer au financement d'instruments visant à augmenter les ressources financières à disposition pour le développement du secteur privé. Les instruments proposés peuvent être des subventions, des prêts, un investissement sous forme de partenariat public privé (PPP) ou des fonds d'encouragement. Le programme BoostAfrica de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) qui propose des fonds de capital-risque ayant pour but entre autres d'investir du capital d'amorçage, de démarrage et d'expansion dans des jeunes pousses et PME africaines innovantes en est un exemple⁶. Un autre exemple est la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) fondée par la coopération belge qui a pour mission de « favoriser la mise en place d'un secteur privé fort »⁷.

Dans ce cadre, il faut noter également l'émergence du concept d'investissement privé à impact social ou encore « impact investing ». C'est un investissement qui allie la réalisation d'impacts sociaux ou de développement et implique un retour financier sur l'investissement.

Contribuer à renforcer les expertises et les connections

Un autre facteur limitant pour le développement du secteur privé local est le manque d'information, d'expertise ou de connections. Les pays donateurs interviennent alors au travers du renforcement de capacités, des échanges

et du réseautage entre acteurs privés et acteurs publics dans le cadre de partenariats Nord-Sud, Sud-Sud ou de partenariats triangulaires⁸. Cela peut se faire sous la forme de l'organisation de forums de consultation et de dialogue entre bailleurs de fonds et entreprises privées ou le financement de programmes servant à aider les acteurs du secteur privé à identifier des marchés potentiels et opportunités d'investissement⁹. A titre d'exemple, la Direction de la coopération et de l'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois a lancé en 2016, le Business Partnership Facility (BPF) qui consiste à encourager les collaborations entre le secteur privé luxembourgeois et européen avec des partenaires des pays en développement¹⁰.

Responsabiliser et améliorer les pratiques du secteur privé

Une autre implication des bailleurs de fonds afin d'appuyer le développement et d'avoir des impacts sur certains Objectifs de développement durable (ODD) est de financer des programmes qui incitent les acteurs privés à améliorer leurs pratiques, principalement sur les sujets des droits humains, l'égalité des genres, les conditions de travail, le respect des standards environnementaux et la lutte contre la corruption. L'exemple le plus connu est l'UN Global Compact qui encourage les entreprises à signer un engagement volontaire sur 10 principes¹¹. Déjà plus de 12000 responsables d'entreprises dans 160 pays ont signés la charte. Nous pourrions citer ici également la coopération britannique (DFID) qui finance une alliance d'entreprises, d'ONG et de syndicats appelée « Ethical Trading Initiative ». Cette alliance a pour objectif de protéger les droits des travailleurs et d'intégrer le commerce éthique dans leurs pratiques¹².

Citons également l'Etat français qui a créé une plateforme nationale pour la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), et a formulé 15 recommandations afin d'améliorer la mobilisation des entreprises sur les ODD.



Les objectifs de développement durable présentés pendant la journée internationale de la femme rurale à Douala

Comme on le voit, la multiplicité des approches de coopération avec le secteur privé, les financements innovants public/privé et la diversité de leurs modes de fonctionnement rendent le paysage de la coopération au développement toujours plus complexe.

De nombreuses questions apparaissent concernant l'encadrement des acteurs privés et de leurs rôles. Parmi les sujets qui portent à controverse, il convient de mentionner le flou toujours plus grand entre les financements publics et privés, le manque de clarté et de transparence sur l'efficacité des nouvelles modalités de coopération ainsi que des questions autour de la socialisation des risques et la privatisation des profits.

Cela pose un nouveau défi de vigilance pour les organisations de la société civile qui se sont toujours préoccupées de l'utilisation faite de l'aide public au développement et pour les bailleurs de fonds qui sont redevables de l'utilisation des fonds publics auprès des citoyens.

Sources:

- 1 Le secteur privé dans le financement du développement. Coordination Sud 2013. <https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Le-secteur-priv%C3%A9-dans-laide-aud%C3%A9veloppement-web-pages.pdf>
- 2 Source : CNUCED (2015) : Investing in Sustainable Development Goals, United Nations. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/osg2015d3_en.pdf
- 3 From billions to trillions: transforming development finance post-2015 financing for the development. vmltilateral development finance 2015. [https://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23659446/DC2015-0002\(E\)FinancingforDevelopment.pdf](https://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23659446/DC2015-0002(E)FinancingforDevelopment.pdf)
- 4 Sector Engagement Terminology and Typology Understanding Key Terms and Modalities for Private Sector Engagement in Development Co-operation. OECD/DAC 2016. <http://www.oecd.org/dac/peer-reviews/Inventory-1-Private-Sector-Engagement-Terminology-and-Typology.pdf>
- 5 Le secteur privé et son rôle dans le développement. Une perspective syndicale. Trade Union Development Cooperation Network. 2015. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/fr-private_sector-2.pdf
- 6 <https://www.eib.org/fr/projects/regions/acp/applying-for-loan/boost-africa/faq.htm>
- 7 <http://www.bio-invest.be>
- 8 Sarah Vaes & Huib Huyse. Op. cit. 9 Smith, William. How donors engage with business. Overseas Development Institute. 2013. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8502.pdf>
- 10 <https://luxdev.lu/fr/tenders/bpf>
- 11 <https://www.unglobalcompact.org/>
- 12 <https://www.ethicaltrade.org>

Grenzschutz als Geschäft



Christian Jakob, Journalist der tageszeitung

Es sind enorme Summen: Als die Europäische Kommission ihre Vorschläge für den EU-Haushalt bis 2027 veröffentlichte, war einer der wesentlichen Posten der Haushalt für Grenzsicherheit und Migration. Dieser soll nach dem Willen der Kommission auf 34,9 Mrd. EUR verdreifacht werden. Im gleichen Zeitraum soll die EU zusätzlich 12 Milliarden Euro für Frontex und 900 Millionen Euro für das EU-Asylunterstützungsbüro EASO ausgeben. Die Kommission rechtfertigt diesen Aufwuchs mit dem "Wissen, dass Migration und Grenzmanagement auch in Zukunft eine Herausforderung bleiben werden". Am meisten gefreut haben dürfte diese Ankündigung die europäische Rüstungsindustrie. Für sie ist Border Security längst einer der wichtigsten Wachstumsmärkte.

Die Nähe zwischen der Entwicklungshilfeagentur und der Rüstungsbranche ist kein Zufall: Nach seinem Ausscheiden aus dem Kabinett 2013 wurde Bundesentwicklungsminister und GIZ-Auftraggeber Dirk Niebel Cheflobbyist der Düsseldorfer Rüstungsschmiede Rheinmetall. Diese entwickelt zunehmend mehr Technologien zur Anwendung im Grenzschutz, Sensorsysteme und Überwachungsdrohnen. "Ich kann nicht mit Fußpatrouillen kilometerlange Grenzen zwischen Libyen und Ägypten sichern. Da muss auch technologisch geschützt werden", so Niebel im Interview im Februar 2018. Der Rüstungslobbyist erklärt, technologischer Schutz bedeute nicht immer Mauern bauen oder Zäune ziehen, sondern technologischer Schutz könne auch sensorische Überwachung sein, oder auch Bodenradar oder Flugobjekte - da gebe es je nach Topographie und Rahmenbedingungen die unterschiedlichsten Möglichkeiten, so Niebel und stellt klar: "Diese

Technologien sind verfügbar. Sie müssen halt bezahlt werden. Und das ist meistens der Flaschenhals, durch den man nicht durchkommt. Denn die Länder, die es brauchen, haben oft nicht die Mittel, um das zu finanzieren, was sie benötigen würden, um diese Aufgaben wirklich effizient durchzuführen. Und wenn es im europäischen Interesse ist und wenn es im deutschen Interesse ist, solche Schutzmaßnahmen durchzuführen, dann muss es auch im europäischen und deutschen Interesse sein, erstens diese Maßnahmen ggf. zu finanzieren und zweitens die Menschen, die damit arbeiten müssen, so zu qualifizieren, dass sie damit auch umgehen können."

Bereits mit den Zäunen um die spanischen Exklaven in Marokko – Ceuta und Melilla – ist die EU auf den afrikanischen Kontinent vorgestoßen. Seit Jahren stürmen immer wieder Migranten die Zaunanlagen, meist verletzt sie sich dabei schwer. Die spanische Firma ESF gilt weltweit als der führende Hersteller von NATO-Draht. Seine Zacken sind scharf wie Rasierklingen, durchtrennen mühelos menschliche Sehnen. An den Zäunen von Ceuta und Melilla testete ESF seinen tödlichen Draht. Später verkaufte sie ihn auch an Griechenland, Ungarn und die Türkei. Mit dem Türkei-Deal erreichte der EU-Migrationsabwehrschirm die nächste Stufe, auch technisch: Die Mauer zu Syrien wird mit Drohnen aus der Luft überwacht und ist womöglich mit Selbstschussanlagen ausgerüstet, die bei Annäherung auf 300 Meter zuerst eine Warnung in drei Sprachen abgeben und dann automatisch feuern. Hergestellt wurde sie vom aufstrebenden türkischen Rüstungskonzern Aselsan, dessen Forschungsbudget für Grenzanlagen aus dem europäischen Forschungsetat "Horizon 2020" stammt.



© Bild: Bor Benedek, flickr, 2.0 Generic (CC BY 2.0)

Die gemeinsame Schlüsseltechnologie der Zukunft ist das sogenannte Integrierte Grenzmanagement, kurz: IBM, das von der EU entwickelt wurde und erstmals in den Balkan-Staaten und später in Afghanistan zur Anwendung kam. Gemeint sind sogenannte intelligente Grenzposten, durch welche Passanten mit elektronischen Ausweispapieren einfach und zügig durchgehen können, weil deren Computerdatenbanken mit allen relevanten Behörden vernetzt sind: Einwanderungsbehörde, Sicherheitsbehörden, Zoll. In Drehkreuzen wird der biometrische Reisepass durchgezogen und die auf dem Chip gespeicherten Daten mit weltweiten Datenbanken wie Interpol in Echtzeit abgeglichen, um potenzielle Terroristen oder gefälschte Ausweisdokumente aufzuspüren. IBM soll auch die Zollabwicklung einfacher und sicherer machen. Mit Herzschlagmessgeräten, Atemluftscannern und Röntgenanlagen wollen Grenzschrützer in Lastwagen blinde Passagiere aufspüren. Die kleinen, aber hochsensiblen Geräte sind teuer: Ein einziger Lkw-Scanner kann gut 1,5 Millionen Euro kosten.

Europas führende Rüstungs- und Sicherheitsfirmen haben die IBM-Grenzanlagen als neue, gleichsam zivile Sparte für sich entdeckt. Anders

Treibende Kraft hinter diesen EU-Investitionen in neue Technologien wie die Grenzsicherung sind einflussreiche Lobbygruppen mit Sitz in Brüssel: Die mächtigste Lobbygruppe ist EOS (European Organisation for Security), geleitet von Ex-Thales-Manager Luigi Rebuffi.

als bei militärischen Großprojekten arbeiten hier europäische Zulieferer eng zusammen. Allein beim Bau der Grenzbarriere im französischen Calais waren über 40 Firmen beteiligt – und die ist gerade einmal fünf Kilometer lang. Alle anderen Möglichkeiten, eine Grenze zu überqueren, werden gleichzeitig mit kilometerlangen Zaunanlagen rigoros abgedichtet und aus der Luft überwacht.

Das Zugpferd der EU-Grenzüberwachung heißt EUROSUR (European Border Surveillance System). Seit Dezember 2013 überwachen Drohnen die südlichen EU-Grenzen, unterstützt von geostationären Satelliten über dem Mittelmeer. Boote entlang der Küsten, Lastwagen in der Wüste oder wandernde Migranten – all das kann im Frontex-Hauptquartier in Warschau live auf dem Monitor mitverfolgt werden. Ein kleineres Satellitenüberwachungssystem "Seepferdchen" betreibt Spanien in Kooperation mit Mauretanien, Marokko, Senegal, Gambia, Guinea-Bissau und Kap Verde. Derzeit wird ein gemeinsames System mit Tunesien, Algerien und Ägypten aufgebaut. EUROSUR kostete die EU 338 Millionen Euro, so die EU-Kommission. Eine Studie der Heinrich-Böll-Stiftung geht von mindestens 874 Millionen Euro aus, inklusive Entwicklungskosten.

Seit 2002 hat die EU 56 Projekte mit 316 Millionen Euro für die Erforschung von Grenztechnologie finanziert. Führende Rüstungsunternehmen wie Airbus Defence and Space, Thales aus Frankreich, BAE Systems aus Großbritannien, der italienische Konzern Leonardo-Finmeccanica, das spanische Unternehmen Indra, aber auch das deutsche Fraunhofer-Institut oder gar israelische und türkische Firmen hatten Zugriff auf die EU-Fördertöpfe. Sie rüsteten die EU-Grenzen in Bulgarien und Ungarn mit neuester Technik aus: ein superpräzises Radarsystem von Airbus, das kleinste Objekte noch aus 220 Kilometern aufspüren kann.

Treibende Kraft hinter diesen EU-Investitionen in neue Technologien wie die Grenzsicherung sind einflussreiche Lobbygruppen mit Sitz in Brüssel: Die mächtigste Lobbygruppe ist EOS (European Organisation for Security), geleitet von Ex-Thales-Manager Luigi Rebuffi. Daneben gibt es die ASD (Aerospace and Defence Industries Association of Europe), deren Vorsitzender Mauro Moretti zugleich Chef von Finmeccanica ist, sowie den Think-Tank "Freunde Europas". Diese einflussreichen Lobbyisten gründeten in den vergangenen Jahren sogenannte Arbeitsgruppen: innerhalb der EOS



© Bild: Henning Mühlhans, flickr, CC BY-NC 2.0

die „AG Intelligente Grenzen“ unter Leitung der französischen Konzerne Safran und Thales oder die «AG Grenzüberwachung», angeführt von der italienischen Elektronikfirma Selex. Über Technologiepartnerschaften sind diese mittelbar mit Europas führenden Konzernen verbunden. Zum Beispiel entwickelten Mercedes-Benz und Volkswagen Geländefahrzeuge, die dann für Grenzpatrouillen aufgerüstet werden. In den vergangenen fünf Jahren investierte Airbus mindestens 7,5 Millionen Euro in Lobbyarbeit, Finmeccanica und Thales jeweils rund eine Million Euro. Das muss sich rentieren. Jetzt braucht die neue Technologie einen Absatzmarkt: am besten über Europas Grenzen hinaus.

Der afrikanische Kontinent mit seinen Abertausenden Kilometern von unsichtbaren Grenzen ist der ideale Markt. Mit der zunehmenden Terrorgefahr folgen viele afrikanische Regierungen dem Beispiel Kenias: Sie wollen Unterstützung beim Kampf gegen den Terror, am liebsten von der EU in Form von Ausrüstung und Ausbildung. Umgekehrt vergeben sie Aufträge an internationale Firmen. Ob auf dem von Airbus gesponserten Grenzmanagement- und Technologie-Gipfel im März 2016 in

Ankara, der Grenzsicherheits-Expo in Rom, oder dem Welt-Grenz-Kongress in Marokko im März 2017 – unter den Teilnehmern sind immer mehr Afrikaner. Der Chef der Abteilung Migration bei der ECOWAS, sowie Vertreter der Migrationsbehörde Nigerias und der Nationalen Identifikationsbehörde Ghanas, hatten sich beispielsweise angemeldet.

Gleichzeitig sorgt die EU dafür, dass sich afrikanische Regierungen der Logik der intelligenten Grenzkontrollen anschließen. Sie zwingt sie ihren afrikanischen Partnern geradezu auf. „Integriertes Management fördert die Prävention von illegaler Migration und den Kampf gegen jede Art von Schmuggel“, heißt es in einem internen Strategiepapier der EU-Kommission zu den Verhandlungen mit Nigeria. Zu diesem Zwecke

können auch Gelder aus dem Nothilfefonds für Afrika verwendet werden, heißt es weiter. EU-Entwicklungsgelder dürfen also für die Aufrüstung afrikanischer Staaten ausgegeben werden.

Bereits zuvor hatte die EU den Aufbau einer nigerianischen Migrationspolizei

gefördert. An der Elfenbeinküste sind „Sicherheit und Grenzkontrolle“ zentrale Interessen der EU, das geht aus einem weiteren internen Kommissionspapier hervor. Integriertes Grenzmanagement legt die EU auch dem Transitland Mali nahe. Wichtig sei „Unterstützung bei Grenzmanagement und -kontrolle“, Ausrüstung werde regelmäßig von malischer Seite angefragt, schreibt die Kommission an den Ausschuss der Ständigen Vertreter der Mitgliedstaaten, der die Sitzungen des Europäischen Rates vorbereitet.

Die Hochrüstung der Grenzen mit Hightechgerät ist teuer, das kann sich kaum ein afrikanischer Staat leisten. Hier greifen dann die EU-Mitgliedstaaten in ihre eigenen Taschen, wenn sie damit heimischen Rüstungskonzernen profitable Aufträge sichern können. So stellten das Bundesverteidigungsministerium und das Auswärtige Amt 2016 zwölf Millionen Euro aus dem Topf „Ertüchtigung von Partnerstaaten im Bereich Sicherheit, Verteidigung und Stabilisierung“ zur Verfügung, aus dem auch Sicherheitsprojekte im Irak, Jordanien, Mali und Nigeria finanziert werden. Für 2017 wurden weitere 40

Millionen für Tunesien eingeplant, so ein Sprecher des Verteidigungsministeriums. Auch die EU steuert 14 Millionen Euro für tunesische Grenzaufrüstung bei. Deutsche Bundespolizisten bilden tunesische Grenzschützer aus, die Bundeswehr schickt Schnellboote und gepanzerte Lastwagen. 2017 versprach die Bundesregierung mobile Überwachungssysteme mit Bodenaufklärungssystemen für die tunesisch-libysche Grenze. Fünf Nachtüberwachungssysteme, 25 Wärmebildkameras, 25 optische Sensoren und fünf Radarsysteme hat Airbus für die Ausbildung nach Tunesien geliefert. Bezahlt hat das Gerät die Bundesregierung, aus Steuergeldern. Tunesien bekommt die Hightech-Grenze quasi umsonst.

Bis 2020 sind von der EU mehr als sechs Milliarden Euro für den Schutz der EU-Außengrenzen vorgesehen. Davon stammen 2,8 Milliarden aus dem Fonds für Innere Sicherheit und 1,7 Milliarden aus dem EU-Forschungsprogramm für Grenztechnik. Rund 1,5 Milliarden werden für Frontex und EUROSUR veranschlagt. Darüber hinaus gibt es Finanzspritzen für Drittländer: an Libyen rund 66,5 Millionen Euro, Mauretanien 16 Millionen Euro, den Libanon 14 Millionen Euro und Tunesien 23 Millionen Euro, so eine Studie der niederländischen NGO „Stoppt Waffenhandel“.

Auch in Mali und Niger wurden Grenzschutzmaßnahmen finanziert. Das Bundeskabinett beschloss 2016, im Rahmen des «Polizeiprogramms Afrika» des Auswärtigen Amtes, durchgeführt von der GIZ, bis zu 20 Beamte nach Niger zu schicken, zentrales Transitland in der Sahara. Niger bekam für rund 1,4 Millionen Euro neun Polizeistationen an der Grenze zu Nigeria, davon bezahlte das Auswärtige Amt drei, die EU die übrigen sechs. Deutschland schenkte Nigers Grenzpolizei neun Pick-up-Trucks für 270 000 Euro und zwölf Motorräder für je 10 000 Euro, dazu Ausbildungseinheiten für die Grenzpolizei. Im Tschad wurde ein Grenzposten an der Grenze zu Kamerun gebaut. In der dritten Phase des Polizeiprogramms, das bis 2018 laufen soll, werden Polizeistrukturen

in Mauretanien, Elfenbeinküste, Niger, Demokratische Republik Kongo, Kamerun, Nigeria und im Südsudan unterstützt. Auch das Interpol-Projekt „Adwenpa I“ wird von der Bundesregierung finanziert. Von 2016 bis 2018 werden in dessen Rahmen in 14 westafrikanischen Staaten Grenzschützer ausgebildet.

„Der Markt in Afrika ist mit Sicherheit interessant, weil es da einen Bedarf gibt“, sagt ein Airbus-Sprecher auf Anfrage. Der Zugang sei aber schwierig, denn es fehle an „verantwortungsvollen, lokalen Businesspartnern, die unsere hohen Ansprüche erfüllen“. Wesentlich einfacher sei da die Lieferung einzelner Produkte wie Radartechnik oder Kameras. Für Marktzugänge nach Afrika sorgen also die Grenzsicherungsprogramme im Auftrag des Auswärtigen Amtes oder der EU. „Als Nutzer von Grenzsicherungsprogrammen kommen aus unserer Sicht grundsätzlich alle Staaten infrage, für die sich das Problem illegaler Grenzübertritte stellt. Gespräche in dieser Richtung führen wir auch in einzelnen afrikanischen Staaten“, bestätigt auch ein Sprecher von Rheinmetall. Es sei aber „noch zu früh, um über konkrete Projekte zu sprechen“. Wie üblich lassen sich europäische Sicherheits- und Rüstungsfirmen nur ungern in die Karten schauen, wenn es um lukrative Aufträge geht. Ein Sprecher von Airbus DS Electronics and Border Security mit Sitz in Ulm sagt in diesem Zusammenhang: „Unsere Kunden bestehen darauf, dass wir nicht über ihre Beschaffungsprojekte sprechen“. Airbus kündigte 2016 an, eine Niederlassung in Nigeria eröffnen zu wollen.

Im Zuge der UN-Mission in Mali, MINUSMA, lieferte Airbus eine Überwachungsdrohne des Typs „Heron 1“ an die in Mali stationierte Bundeswehr. Der italienische Konzern Leonardo-Finmeccanica lieferte 15 Überwachungshubschrauber an die algerischen Grenztruppen. Airbus rühmt sich auf seiner Webseite, seinen eigens für die Grenzüberwachung entwickelten Spexer-Radar an drei west- und nordafrikanische Länder geliefert zu haben. Ein niederländischer Ableger des französischen Rüstungsriesen Thales rüstete 2015 die ägyptische Marine mit Radartechnik im Wert von 34

Millionen Euro auf. Der Braunschweiger Flugzeugtechnikspezialist Aerodata stattet weltweit Flugzeuge und Hubschrauber mit Radarsystemen aus: die maltesische Luftwaffe bestellte gleich drei davon. Bezahlt wurden sie teilweise aus dem EU-Fonds für Innere Sicherheit. Auch Aerodata interessiert sich seit Neuestem für Afrika: 2015 warben die Braunschweiger für ihre Produkte in Kenia und Tansania, als die dortigen Flughäfen mit Sicherheitstechnologien ausgestattet werden sollten.

Auf der weltweit größten Messe für Sicherheits- und Grenztechnologie, der Milipol in Paris, waren im November 2017 zahlreiche Delegationen aus Afrika zu Gast: Nigers höchste Generäle waren angereist, Delegationen der afrikanischen Innen- und Verteidigungsministerien interessierten sich für die neuesten Überwachungsgeräte, die dort angepriesen wurden. Die Branche erlebt einen deutlichen Aufschwung. Lionel Le Clei vom französischen Rüstungskonzern Thales preist auf der Milipol die neuesten vernetzten Überwachungstechnologien für Grenzen an. „Wenn man den Grenzübertritt verhindern möchte, dann gibt es diverse Möglichkeiten der Überwachung, der Kontrolle und des Alarms“, so Le Clei im Interview. „Die Lösung ist wie ein Schweizer Taschenmesser, man kann wählen, was man gerade braucht“, sagt er. Thales warte auf Aufträge von Frontex.

Dank all dieser, mit europäischen Steuergeldern finanzierten Programme, werde der weltweite Gesamtumsatz mit Grenztechnologie von 15 Milliarden Euro im Jahr 2015 auf bis zu 29 Milliarden im Jahr 2022 steigen, prognostiziert das Marktforschungsunternehmen Frost & Sullivan. Derzeit dominieren in dieser Sparte noch amerikanische und israelische Unternehmen. Europas führende Rüstungsunternehmen wollen aufholen – in Afrika.

Möchten Sie Ihre Kenntnisse über das Thema erweitern, lesen Sie das von Simone Schindwein und Christian Jakob veröffentlichte Buch „Diktatoren als Türsteher Europas - Wie die EU ihre Grenzen nach Afrika verlagert“ (2017, Ch. Links Verlag, ISBN: 978-3-86153-959-9)

Hallo Finanzindustrie - Adieu Entwicklungshilfe



Roman Herre, FIAN Deutschland



© Photo Joshua Hoehne, Unsplash

Das Spektakel der Megasummen

Um Aufmerksamkeit zu bekommen, braucht es ein Spektakel. Das Spektakel im Zuge der Globalen Nachhaltigkeitsziele (SDGs) war die Errechnung der global notwendigen Investitionssummen, die es angeblich zur Erreichung der SDGs benötigt. Hinterfragt wurden die Berechnungen nicht, verstanden wahrscheinlich genauso wenig.

So gelang es, das Narrativ der Megasummen und – ganz nebenbei – die Lösung für das identifizierte gewaltige Finanzierungsloch im Zentrum der Entwicklungsdebatten zu verankern. So oder so ähnlich liest man heute: "Wir benötigen jährlich etwa 6 Billionen USD, um die Globalen Nachhaltigkeitsziele zu erreichen... Aktuell schaffen wir nur etwa die Hälfte dieses Finanzierungsbedarfs. Es gibt jedes Jahr ein Multi-Billionen-Dollar Loch, welches der öffentliche Sektor alleine nicht stopfen kann."¹ Oder: "Das wird nur möglich sein, wenn öffentliche und private Investoren ihre Bemühungen bündeln. Ausländische Direktinvestitionen spielen eine Schlüsselrolle für nachhaltige Entwicklungsfinanzierung."²

Dieser Fokus auf angeblich benötigtes und zu mobilisierendes Finanzkapital hat dem ohnehin seit der Finanzkrise wachsenden Einfluss der Finanzwelt auf die Entwicklungshilfe einen weiteren Schub und – vielleicht noch wichtiger – hohe Legitimität gegeben.

Realitäts-Check: 3 Schlaglichter

Heute finanziert sich die Entwicklungshilfe selbst immer mehr durch Kredite vom privaten Kapitalmarkt. Der Anteil der Gelder, die das deutsche Entwicklungsministerium (BMZ) vom Kapitalmarkt leiht und als Entwicklungskredite weiterreicht, ist regelrecht explodiert, von 160 Millionen

Euro 2006 auf 2,8 Milliarden Euro 2016. Dies sind fast 30 Prozent der gesamten Mittel des BMZ.³

2009 hat die Weltbank eine private Investmentfirma gegründet, die Investment Fonds verwaltet. Heute verwaltet die IFC Asset Management Corporation 10 Milliarden US-Dollar in 13 sogenannten Entwicklungsfonds.⁴ Das nationale deutsche Gegenstück, die KfW Entwicklungsbank, gibt an, "derzeit Beteiligungen an 39 Fonds mit einem Buchwert von insgesamt EUR 1,3 Mrd"⁵ zu halten. Die Tochterbank der KfW, die DEG, hat 52 Prozent ihrer 7,2 Milliarden Euro Entwicklungsgelder an Finanzinstitute (Banken und Fonds) vergeben.⁶ Die Beteiligung an Unternehmen mit Sitz in Finanzoasen wie den Kaimaninseln oder Mauritius hat sich in 10 Jahren auf 372 Millionen Euro verfünffacht.⁷

Unter dem Slogan "Maximierung der Entwicklungsfinanzierung"⁸ planen Weltbank und weiteren multilateralen Entwicklungsbanken, in großem Stil Kredite zu verbrieften, und in nach Risiko abgestuften Tranchen als handelbare Finanzprodukte an globale Investoren zu verkaufen. Damit würden Entwicklungsbanken systematisch in das Reich der Schattenbanken hinabsteigen, jenen unregulierten und intransparenten Bereich der Finanzwelt, der maßgeblich für die Finanzkrise 2007/8 verantwortlich war.

Das passende Gegenstück: Finanzielle Inklusion

Damit nicht genug. Der – wenn man so will – Blick von der anderen Seite, den "Zielgruppen" der Entwicklungspolitik, offenbart komplementäre Entwicklungen. Unter dem Schlagwort finanzielle Inklusion werden bedürftige Gruppen durch Entwicklungsmaßnahmen als Kunden für spezielle Angebote der internationalen Finanzindustrie gesehen und an diese herangeführt.

Mikrokredite sind die wohl bekannteste Form dieser finanziellen Inklusion. Bis heute wurden etwa 200 Millionen Schuldner rekrutiert. Der etwa 100 Milliarden US-Dollar schwere Mikrokredit-Markt wäre ohne umfangreiche Unterstützung durch die Entwicklungshilfe kaum so rasant gewachsen. Angesichts von immer mehr Studien, die Mikrokrediten keine Armuts- und Entwicklungswirkung attestieren, ebbt die Euphorie allmählich ab. Und auch neben hohen Überschuldungsraten lassen die hohen Einkünfte der Mikrofinanzbanken von etwa 20 Milliarden USD im Jahr 2010⁹ – wohlgermerkt von den Zinszahlungen der ärmsten Teilen der Bevölkerung – an diesen Ansatz zweifeln.¹⁰

Neuer Boom-Markt sind Mikro-Versicherungen für Arme – beispielsweise gegen Ernteverluste oder Gesundheitsrisiken. Sie sollen "Entwicklungs-Rückschläge" verhindern und "bessere, stabilere Lebensumstände" ermöglichen, so die KfW.¹¹

Die Finanzialisierung der Entwicklungshilfe

Auf der Planungs- und Finanzierungsseite wird also die Finanzindustrie zu einem bedeutenden entwicklungspolitischen Akteur. Passgenau wird dem gegenüber eine große Gruppe von "finanzdienstleistungsbedürftigen" Armen entdeckt.

Wächst die Bedeutung der Finanzindustrie wie geschildert, wird auch von Finanzialisierung gesprochen. Damit verdrängen finanzielle Motive wie Renditeerwartungen oder Steuervermeidung schrittweise entwicklungspolitische Motive. Beispielhaft dafür steht die Erklärung des BMZ zum rasanten Anstieg der DEG-Beteiligungen an Unternehmen in Finanzoasen: Dies sei notwendig, "um sich in einem kompetitiven Marktumfeld behaupten"¹² zu können. So wird in immer größerem Ausmaß Hilfe an Renditeerwartung geknüpft, und im

fiktiven Konferenzjahr 2048 könnte es dann immer heißen: Keine Rendite, keine Hilfe.

FIAN ist Mitglied des globalen Netzwerkes zum Recht auf Nahrung. Dessen aktuelles Jahrbuch widmet sich dem Thema Finanzialisierung und Digitalisierung (<https://www.righttofoodandnutrition.org/when-food-becomes-immaterial-0>)

Quellen:

- <https://www.blendedfinance.earth/why-blended-finance/>
 - "This will only be possible if public and private investors pool their efforts. Foreign direct investment plays a key role in sustainable-development financing, but what measures can and should be taken to promote such investment?" DIE 2016
 - Bezug ODA; http://www.bmz.de/de/ministerium/zahlen_fakten/oda/leistungen/mittelherkunft_2015_2016/index.html
 - <https://www.ifcamc.org/>
 - <https://www.kfw.de/KfW-Konzern/Newsroom/Pressematerial/Themen-kompakt/Agrarfinanzierung/>
 - DEG Jahresabschluss / Lagebericht 2017, S.29
 - Antwort der Bundesregierung auf eine parlamentarische Anfrage (3.4.2018, Drucksache 19/1508), Anlage I
 - <http://www.worldbank.org/en/about/partners/maximizing-finance-for-development>
 - Mader (2103): Scheitern auf Raten. In: Max Planck Forschung 3/2013
 - Umfassende Analysen bspw. durch Stewart et al (2012): Do micro-credit, micro-savings and micro-leasing serve as effective financial inclusion interventions enabling poor people, and especially women, to engage in meaningful economic opportunities in low- and middle-income countries? A systematic review of the evidence.
 - Interview des KfW-Vorstandsmitglieds Herr Kloppenburg vom Oktober 2016 (<https://youtu.be/Q4uVaUjnU50>)
 - Antwort der Bundesregierung auf eine parlamentarische Anfrage der Fraktion Die Linke vom 3.4.2018 (Drucksache 19/1508)
- Artikel ursprünglich veröffentlicht unter <https://www.snw2048.de>

Brexit: „We must ensure that UK civil society continues to have a voice at EU level“



Claire Godfrey, Bond



1. What will be, in your opinion, the impact of Brexit on European development policy?

The answer to this very much depends on what kind of relationship the UK establishes on development cooperation. Based on what we have heard so far from the government, it's likely that UK will prioritise future cooperation with the EU in areas like security, migration, and humanitarian response, which is consistent with the UK's proposed security partnership with the EU. Our hope would be that the UK retains the role it has traditionally played in establishing international partnerships and networks on programming, policy and advocacy. Without this, the UK faces losing their influence and position, as well as the other benefits of working with partners in the EU such as building on expertise and furthering impact, as well as avoiding duplication.

2. The UK is the second largest recipient of EU aid to civil society organisations (CSOs). How will the Brexit affect CSOs in the United Kingdom? Are there already any existing consequences?

Organisations are already diversifying their funding sources or shifting their

EU fundraising operations out of the UK or establishing new operations in EU countries. UK organisations have traditionally played leading roles in established international partnerships and networks on programming, policy and advocacy, but they now face losing their influence and position, as well as the other benefits of working with partners in the EU and beyond.

3. What are your demands and recommendations concerning UK development NGOs?

Our priority is that any future UK trade, agricultural, tax, investment and aid policies should leave the world's poorest and most marginalised better off than at present or, at a minimum, no worse off than under current arrangements.

4. Is there a debate in the UK regarding the impact of Brexit on international development? Has the civil society in the UK been able to give its input to policy makers?

There are a group of Bond members who have been working through what the implications will be on their programming.

5. In the Brexit context, what means are at your disposal to help protecting the UK development sector?

Bond has the ability to convene a large number and diverse range of NGOs so we can gather intelligence and find out what the very real consequences of a no deal Brexit could be and we are working to pass this on to Department for International Development to ensure this is taken into consideration.

6. Bond is member of Concord Europe, the European NGO confederation for relief and development. How do you see your role in this platform after the Brexit?

I think this role will be more important than ever. We need to ensure that the UK civil society continues to have a voice and presence at an EU level so we continue to ensure that aid and development prioritises helping people and isn't increasing used for domestic purposes.

Bond is the UK network for organisations working in international development. Claire Godfrey is Head of Policy and Campaigns. Interview by Alexandre Mortelette and Antoniya Argirova.

Vers une nouvelle stratégie de coopération de l'Union européenne avec l'Amérique latine?



Marta Ibero Dolla, secrétaire exécutive du réseau EU-LAT

Le 17 avril 2019, Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la sécurité, a présenté une communication conjointe de la Commission européenne et du Service d'action extérieure intitulée «Union européenne, Amérique latine et Caraïbes : unir nos forces pour un avenir commun».

L'objectif de cette communication conjointe, parvenue dix ans après le dernier grand document stratégique de l'UE pour la région, est de proposer une orientation stratégique pour l'action extérieure de l'Union européenne avec l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC).

La communication indique : «Pour les cinq prochaines années, l'UE vise à parvenir à un engagement politique plus stratégique, en poursuivant un programme de commerce et d'investissement responsable et en tirant le meilleur parti de sa coopération avec les pays de la région. Ces éléments représentent un nouvel équilibre dans les relations de l'UE avec l'Amérique latine et les Caraïbes, fondé sur un partenariat équitable».

Le Conseil de l'Union européenne a donné le feu vert pour mettre en œuvre la communication. Il s'agit d'un signal important car l'année prochaine, l'UE définira ses priorités pour 2021-2027 en matière de coopération au développement avec l'Amérique latine.

Relations actuelles de l'UE avec l'Amérique latine

Relations commerciales

L'Union européenne a conclu des accords de libre-échange avec 26 des 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2016, les négociations ont repris en vue de conclure un accord d'association UE-Mercosur et entrent actuellement dans leur phase finale. Les négociations sont sur le point de s'achever entre l'UE et le Mexique afin de conclure un accord modernisé qui remplacera l'accord existant.

Comme l'indiquent des sources de l'Union européenne, au cours des dix dernières années, la part totale de l'UE dans le commerce de l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) est restée stable (14,4%). Le commerce total de marchandises a plus que doublé au cours de la dernière décennie, atteignant 221,6 milliards en 2017, et l'UE est le troisième partenaire commercial de l'ALC. L'UE est le principal investisseur dans la région. Le volume des investissements directs étrangers (IDE) de l'UE en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est élevé à 825,7 milliards d'euros en 2016, soit plus que les investissements conjoints de l'UE en Chine, Inde et Russie. Ces investissements couvrent les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Le

Commencées en l'an 2000, les négociations d'un accord de libre-échange entre l'UE et Mercosur (l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay) ont été suspendues en 2004. Elles ont repris en mai 2013, sans pour autant donner naissance à un accord satisfaisant toutes les parties. L'arrivée au pouvoir de Donald J. Trump a accéléré le processus de négociations et vu la Commission européenne insister sur l'obtention d'un accord avant la fin de l'année 2018. Le nœud de la discorde entre les partis réside dans l'exportation de bœuf et d'éthanol, refusée jusqu'en 2017 par la Commission européenne. Afin de débloquer les négociations, la Commission a pourtant accepté l'entrée sur son marché des produits controversés.

Ralenties par les élections présidentielles de 2019 au Brésil, les négociations patinent et voient naître un sentiment de défiance parmi certains États-membres, craignant des impacts négatifs sur les productions agricoles européennes.

Récemment, 340 organisations de la société civile ont appelé l'Union européenne à mettre immédiatement un terme aux négociations pour un accord de libre-échange avec le Mercosur en raison de la détérioration des droits humains et de la situation écologique au Brésil.

volume des IDE des pays de l'ALC dans l'UE a également fortement augmenté, passant de 128,5 milliards d'euros en 2009 à 250,3 milliards d'euros en 2016 ; le Brésil reste le principal investisseur.

Coopération au développement : Priorités actuelles de l'UE en Amérique latine

L'UE reste le principal fournisseur d'aide publique au développement (APD) dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le Plan européen pour l'Amérique latine 2014-2020, la coopération avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se concentre principalement sur les aspects suivants: agenda pour la prospérité, agenda pour les citoyens, agenda pour la paix et les institutions, agenda pour la Planète.

Néanmoins, il est important de souligner que depuis la dernière stratégie, le programme de développement avec l'Amérique latine est devenu moins prioritaire. En témoigne par exemple la réorientation des politiques de l'UE qui a conduit à une diminution de l'aide à l'Amérique latine entre 2014 et 2020, de 16 % à 13 % par rapport à la période précédente (2007-2013). La politique de coopération au développement de l'UE accorde un rôle de plus en plus important au secteur privé, au détriment de l'État et de la société civile. L'introduction de nouveaux mécanismes qui combinent les dons et les prêts (blending) tels que LAIF (Facilité d'investissement pour l'Amérique latine), s'inscrit dans cette tendance. Enfin, malgré des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité, l'UE a retiré ou est sur le point de retirer sa coopération bilatérale au développement avec plusieurs pays d'Amérique latine.

Droits humains

Le 13 mai 2019, le Conseil a adopté le rapport annuel de l'UE sur les droits humains et la démocratie dans le monde. Le rapport met en lumière certaines des principales activités que l'Union européenne a entreprises avec l'Amérique latine: liberté d'expression et d'association; égalité des sexes et des filles; non-discrimination, en particulier à l'égard des minorités et des peuples

autochtones; droits économiques, sociaux et culturels, notamment l'accès à la terre et à l'eau, l'assainissement et le logement; impartialité du système judiciaire et efficacité du système judiciaire; abolition de la peine capitale et de la torture.

Brève analyse de la communication de la Commission

Comme indiqué dans la communication elle-même, pour les cinq prochaines années, l'UE vise à parvenir à un engagement politique plus stratégique, avec un programme de commerce et d'investissement responsable et un plus gros impact de sa coopération avec les pays de la région. L'UE vise à atteindre cet objectif par la coopération dans quatre domaines: prospérité, démocratie, résilience et gouvernance mondiale efficace.

-Partenariats pour la prospérité - en facilitant le commerce et l'investissement durables aux niveaux interrégional et intra-régional et en s'efforçant de compléter le réseau d'accords sur le commerce et l'investissement, ainsi qu'en assurant leur ratification rapide et leur mise en œuvre intégrale, y compris les dispositions sociales, environnementales et celles relatives au travail ;

-Partenariats pour la démocratie - en renforçant le régime international des droits humains, y compris l'égalité des sexes; en autonomisant la société civile; en consolidant l'État de droit; et en garantissant des élections crédibles et des institutions publiques efficaces;

-Partenariats pour la résilience - en améliorant la résilience aux changements climatiques, l'environnement et la biodiversité; en luttant contre les inégalités par une fiscalité et une protection sociale équitables; en luttant contre le crime organisé; et en approfondissant le dialogue et la coopération sur la migration et la mobilité, en particulier pour prévenir la

Bien que la communication mentionne quatre domaines de coopération, le cœur de la relation reste centré sur le commerce et l'investissement où les intérêts de l'UE et de son secteur privé sont cruciaux.

migration irrégulière et la traite des êtres humains;

-Partenariats pour une gouvernance mondiale efficace - en renforçant le système multilatéral, notamment en matière de gouvernance climatique et environnementale; en approfondissant la coopération en matière de paix et de sécurité; et en mettant en œuvre l'Agenda 2030.

Le message principal de la communication est qu'il y a eu des changements, et c'est pourquoi il est nécessaire de viser une «Association bi-régionale modernisée», qui exige une approche différente qui nous aidera à relever de nouveaux défis. Toutefois, bien que la communication mentionne quatre domaines de coopération, le cœur de la relation reste centré sur le commerce et l'investissement où les intérêts de l'UE et de son secteur privé sont cruciaux.

En fait, il semble y avoir une hiérarchie dans les quatre catégories, la principale étant la catégorie de la prospérité avec son orientation économique, puisqu'elle est présentée et développée de manière plus détaillée. Le commerce et l'investissement sont considérés comme le créateur le plus efficace de richesses



et de lutte contre les inégalités. Par conséquent, l'objectif est de promouvoir des modèles de croissance tirés par les exportations grâce à des accords de libre-échange et à l'investissement.

Cette orientation économique est également démontrée par le fait que des problèmes complexes sont présentés d'un point de vue économique sans une approche fondée sur les droits humains. Par exemple, pour la question de l'inégalité, une approche limitée est proposée dans le cadre de la coopération en matière de gouvernance fiscale.

D'autre part, il est positif qu'en tant que deuxième domaine de coopération, l'UE établit la nécessité d'intensifier la coopération pour renforcer la démocratie et en particulier « d'accorder la priorité à l'amélioration du respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques [...], au renforcement

du régime international des droits de l'homme, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes ; [...] l'autonomisation de la société civile[...] ; le renforcement de l'État de droit ; et à l'établissement d'institutions publiques efficaces ». Il s'agit là d'un indicateur qui montre que, bien que de nombreux pays d'Amérique latine soient des pays à revenu intermédiaire ou des pays sortant du sous-développement, la faiblesse démocratique et la fragilité de l'État de droit constituent l'une des principales priorités de l'UE en ALC.

Propositions de la société civile

Les organisations européennes de la société civile, regroupées dans un espace informel suivent la communication

depuis ses débuts. Elles ont participé à une consultation en février 2018 à Bruxelles et des consultations virtuelles ont également eu lieu au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala et en El Salvador.

Les principales contributions de la société civile ont été rassemblées dans une seule note politique sur les relations UE-ALC. Les priorités suivantes ont été identifiées par la société civile comme la pierre angulaire des futures relations UE-ALC:

- Promouvoir un environnement favorable aux organisations de la société civile (OSC) et soutien de l'UE pour les défenseurs des droits humains et la société civile dans leur travail de défense des droits humains et de l'environnement pour lutter contre la stigmatisation et la criminalisation;

- Garantir des mesures qui favorisent des changements écologiques réels contribuant à la «décarbonisation» de l'économie. De même, les effets néfastes de l'expansion des biocarburants ont été prouvés. Contribuer à l'élaboration de politiques environnementales, à la réglementation et au contrôle de l'environnement et contrecarrer le processus actuel de flexibilisation et de déréglementation en cours;

- Protéger les petites communautés les plus discriminées et promouvoir un modèle d'entreprise respectant une approche fondée sur les droits humains;

- Donner la priorité à la lutte contre les causes des inégalités et promouvoir des politiques génératrices de travail décent et permettant l'accès à la protection sociale et à la justice;

- Contribuer de manière significative aux «Socles de protection sociale pour tous» de l'Organisation internationale du travail (OIT), un instrument international qui œuvre pour le développement de ces systèmes dans le monde entier;

- Soutenir la lutte contre la violence à l'égard des femmes par le dialogue politique et les programmes de coopération.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Sur la base de cette communication, la Commission européenne doit préparer ses priorités pour la coopération avec l'Amérique latine 2021-2027 dans le cadre de la nouvelle «stratégie de coopération UE-ALC». Toutefois, il est également important de garder à l'esprit qu'au niveau européen, il existe d'autres processus qui influenceront également l'avenir des relations avec l'Amérique latine.

Réduction de l'aide publique au développement: Selon le Conseil de l'Union européenne, en 2018, l'aide publique au développement (APD) de

l'UE s'élevait à 75,7 milliards d'euros, soit 0,47% du revenu national brut (RNB) de l'Union. Une baisse de 731 millions est enregistrée par rapport à 2017, année au cours de laquelle l'APD représentait 0,50 % du RNB de l'UE. Dans ce contexte, le Conseil est de plus en plus préoccupé par l'évolution négative de l'APD collective de l'UE, qui diminue pour la deuxième année consécutive, et regrette l'accroissement de l'écart en termes de réalisation de l'objectif collectif de 0,7% du RNB.

Les négociations sur le cadre financier pluriannuel de l'UE: L'importance de la budgétisation à long terme de l'Union européenne n'est éclipsée que par sa complexité. L'UE détermine ses dépenses budgétaires pour au moins cinq ans. La période actuelle du CFP 2014-2020 touche à sa fin - c'est pourquoi les institutions européennes sont occupées à négocier le prochain CFP qui déterminera le budget de l'UE de 2021 à 2027. A la date de publication de cet article, le Conseil des ministres n'aura pas adopté de décision.

Le Brexit montre clairement qu'en termes endogènes, l'UE subit des transformations d'une grande complexité qui non seulement affecteront sa survie en tant que « bloc », mais donneront lieu à l'émergence de nationalisme, d'autoritarisme, de xénophobie et à la remise en cause de la structure institutionnelle même de l'UE.

Comme le stipule l'agenda 2030, l'UE ne doit laisser personne derrière elle et doit respecter, protéger et promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales pour tous, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques, l'origine nationale ou sociale, la situation économique, le handicap, etc. Cela doit se faire dans le respect des limites de la planète, en promouvant les énergies vertes et en protégeant les ressources naturelles.

Pour ce faire, l'UE a un allié naturel au sein des organisations de la société civile qui travaillent en étroite collaboration avec les acteurs nationaux et régionaux pour une mise en œuvre plus durable et inclusive de l'Agenda 2030. En tant que

société civile, nous continuerons d'exiger que l'UE promeuve des relations avec l'Amérique latine qui contribuent aux objectifs de réduction de la pauvreté et des inégalités et au développement de sociétés plus inclusives, durables et justes.

Un appel personnel à affronter les éléphants dans la salle¹



Raquel Luna

En tant qu'exercice mental, prenons deux hypothèses et imaginons qu'elles sont sérieusement -non, mieux mortellement- réelles :

1. En ce moment même (et pour le souligner encore une fois), les écosystèmes s'effondrent littéralement. La vie est en train de mourir : les coraux qui blanchissent dans des océans qui se réchauffent, les pôles qui fondent plus vite que les prédictions des scientifiques. Nous faisons face à la sixième extinction massive d'espèces, au climat extrême et à un long et terrifiant etcetera.

2. En raison du processus continu de l'effondrement environnemental, nos systèmes économiques, sociaux et politiques s'effondrent également². Cela se produit depuis une vingtaine d'années dans les pays les plus exposés à la crise climatique et les plus exploités par les marchés. Aujourd'hui, il atteint les pays d'origine, les pays les mieux lotis. Les gens réagissent à l'effondrement sous différentes formes : migrations massives, montée de l'extrême droite, grèves de jeunes, gilets jaunes, Brexit, et une longue liste de mouvements sociaux. La peur et l'anxiété augmentent et, avec elles, l'imprévisibilité du chemin que

prennent ces mouvements sociaux. Nous commençons à ressentir la chaleur et, étant donné le statu quo actuel, elle ne peut que continuer à augmenter.

Les deux hypothèses ci-dessus sont des faits³. La première est soutenue par le GIEC et les rapports de l'IPBES. La seconde est une conséquence logique de la première.

Nous assistons ici au déroulement simultané de crises multiples et complexes qui promettent de prendre fin avec notre civilisation et notre vie telles que nous les connaissons d'ici la fin du siècle. C'est tangible.

Les conseils des deux rapports indiquent que nous avons besoin d'un changement global transformateur et sans précédent dans notre mode de vie et dans nos relations avec l'environnement. L'avis se concentre sur le fait que les gouvernements doivent prendre des mesures législatives sérieuses pour atténuer l'effondrement... maintenant.

Maintenant, « en ce moment même ».

C'est une urgence climatique

Vous ne pouvez pas rester les bras croisés devant un feu incontrôlable et qui ne cesse de s'étendre. Dès que l'alarme incendie retentit, vous vous arrêtez immédiatement et prenez des mesures pour arrêter l'incendie ou vous mettre à l'abri. Sinon, tu brûles et tu meurs. C'est le sens d'une urgence. Il remet les priorités à leur place.

Les scientifiques, les nouvelles et nos sens sonnent l'alarme. C'est une réalité. Ce n'est pas un cauchemar dont on peut se réveiller. Certains endroits ont déjà vu la fin du monde⁴. Ce n'est pas une réalité farfelue. Certaines régions du Mexique, par exemple, ont été confrontées à l'effondrement écologique (épuisement des ressources et toxicité de l'eau, de l'air et des sols) qui entraîne, à terme, l'effondrement des systèmes politiques, économiques et sociaux. Elle s'accompagnait du besoin d'une survie humaine de base. Parmi les différents phénomènes déchaînés, une nouvelle réalité particulière est la montée d'une



© Photo: flickr, Takver, (CC BY-NC 2.0)

Dans le contexte de l'urgence climatique actuelle, la mission, la vision, la viabilité et le travail actuels de nos organisations -environnementales, des droits humains et du développement-peuvent-ils atteindre leurs objectifs ?

En fin de compte, dans cet incendie, tout le monde est concerné. L'urgence retentit pour chaque personne partout dans le monde. Nous en arrivons au point où il est impossible de l'arrêter.

Quand devrions-nous commencer nos efforts pour arrêter le feu ?

Où en sommes-nous dans la conversation ?

Oui, pendant des années, on s'est dit que ça arriverait. La science nous a prévenus. La logique de base nous avertissait... mais elle ne restait que dans un avenir lointain et irréalisable. Cette incapacité à reconnaître les enjeux nous empêche encore d'approfondir la conversation.

Malgré les preuves tangibles, nous sommes entourés d'excuses pour ne pas agir comme en cas d'urgence réelle. «Les gens ne sont pas encore prêts à changer», «ce n'est pas économiquement viable», «nous devons y aller doucement», «le marché le résoudra tout seul» et «l'application de la réglementation n'est pas politiquement possible» sont quelques-uns des nombreux arguments pratiques pour ne pas développer davantage la conversation.

Aussi convaincants que les arguments puissent paraître, il n'y a qu'un petit détail : nous sommes en train de signer une condamnation à mort définitive à la vie telle que nous la connaissons (et bien sûr à celle de nos enfants et celle des enfants de nos enfants).

La question n'est pas de savoir si elle est politiquement viable, financièrement commode ou exigeante sur le plan sociologique, mais si nous comprenons, en tant qu'individus et organisations, les conséquences de ne pas nous arrêter maintenant et d'assister à l'incendie. Prenons-nous cette menace existentielle au sérieux ?

En d'autres termes, nos actions timides actuelles - ou notre inaction ou nos actions habituelles - (en tant qu'individus

et organisations) limitées par les risques des effets négatifs de la remise en question du statu quo justifient-elles notre sécurité à court terme ?

Quand la science nous dit, encore et encore, que pour atténuer les effets de la catastrophe climatique à venir, nous avons besoin de changements radicaux et sans précédent à l'échelle mondiale, alors nous pouvons formuler la question: Sommes-nous, en tant qu'individus et organisations, capables de communiquer, de négocier et d'atteindre un bien commun (bien supérieur) pour répondre à la crise au-delà de nos propres intérêts? Comme il est vrai que ce n'est que par des efforts internationaux conjoints que nous pouvons ralentir ou empêcher l'effondrement.

La catastrophe climatique imminente exige deux choses : aller au-delà de nos zones de confort (plus loin de là où elles se trouvaient) et construire la solidarité dans un seul but : changer le système.

Les histoires jouent un rôle important dans notre perception de la crise.

Les histoires que nous entendons

Il est important de comprendre qu'aucune technologie ne peut fournir la clé pour continuer à poursuivre une croissance économique éternelle comme l'exige l'économie capitaliste néolibérale. Les lois de la physique sont très claires. Il est temps de se défaire de cette notion délirante. Ni un héros ni un riche macho ne se lancera pour sauver le monde. Ce ne sont là que quelques-uns des rêves restants de l'idéologie capitaliste néolibérale et nous devons nous réveiller.

Dans le même esprit, les gentilles mesures symboliques de marketing de la part des entreprises et des gouvernements qui prennent des mesures non contraignantes pour faire face à la catastrophe à venir ne sont pas suffisantes. Il en va de même pour l'accent mis sur notre comportement individuel.



Il ne suffit pas d'actions individuelles volontaires et personnelles pour mettre fin à la catastrophe climatique. Ce sont de belles histoires mais elles ne résolvent pas le problème existentiel. À l'heure actuelle, l'ampleur de la crise rend ces actions ridicules.

Au-delà de ces histoires que nous entendons, la notion la plus répandue de la cosmologie néolibérale actuelle est notre compréhension de la nature humaine comme homo economicus. Nous

ne sommes pas des entités rationnelles purement égoïstes. Cette notion de la nature humaine nous limite nous-mêmes et limite notre compréhension des autres⁶. Nous apparaissions comme des membres passifs et impuissants de la société. Cela nous empêche en fait de collaborer. Ce n'est pas le cas. Les humains prennent soin les uns des autres. Les humains sont capables de solidarité et peuvent travailler ensemble pour un but commun (avec toutes ses complications intrinsèques, bien sûr).

Ce sont là quelques-unes des histoires externes. Il y a aussi les histoires que nous nous racontons.

Les histoires que nous nous racontons

Que ce soit consciemment ou non, nous racontons en permanence nos propres histoires⁷... et celles de nos enfants.

Pendant un certain temps, je me suis personnellement retrouvé à dire adieu en silence à des choses que mes enfants ne verraient plus quand ils seraient grands. Adieu les récifs coralliens, on devrait prendre une photo parce que tu n'existeras bientôt plus. Oh, les animaux gardés dans les zoos pendant qu'ils disparaissent dans la nature, un autre clic. L'air frais et l'eau. Le temps prévisible et la diversité naturelle. Adieu !

Le vrai sens de ces adieux était: Ô chers enfants, vous n'en aurez pas. On a tout tué sous notre surveillance. Préparez-vous. Le monde tel que nous le connaissions a disparu. On s'est enivré et on a tué ton avenir. Vous êtes, en fait, la génération du non futur. Vous, ma chère, vous serez confrontée à une catastrophe climatique. Désolé, on n'a rien fait. On l'a laissé passer. Notre confort à court terme était plus important que de préserver une planète en vie pour vous.

Une autre histoire pour s'endormir

En regardant vers un avenir de +2C⁸, avec des catastrophes climatiques plus fréquentes et plus fortes et une instabilité sociale accrue, au lieu de réaffirmer le récit autodestructeur ci-dessus, je reconnais que je ne peux pas protéger mes enfants de cette réalité accablante, mais je peux les aider à y faire face. Je me décide à créer des histoires alternatives pour mes enfants. Ils rencontrent des défenseurs de l'environnement et des droits humains qui sont de véritables

héros. Nous soutenons les mouvements sociaux. Nous nous engageons dans des discussions politiques, sociales et économiques au-delà de notre zone de confort.

Après la dernière marche, ma fille se réveille parfois en chantant « on est plus chaud, plus chaud que le climat », mon fils de quatre ans parle constamment d'un pays nommé « Luckembourg » où il n'y a pas de pollution plastique, où les gens ne se battent pas et où les enfants n'ont pas à aller à l'école pour apprendre. Ce sont leurs histoires pour s'endormir... de sorte que, s'ils en ont l'occasion, ils auront des histoires et des outils pour créer des communautés résilientes basées sur le partage.

Les enfants ne sont pas les seuls à avoir besoin d'histoires alternatives pour faire face à cette réalité de manière active et pour affronter l'avenir.

La voie à suivre

Dans l'ensemble, les histoires servent à nous redéfinir nous-mêmes et à redéfinir nos rôles dans ce « brave new world »⁹. Elles nous permettent d'agir. Agir pour changer nos gouvernements. Parce que ce dont nous avons besoin, c'est d'une réglementation gouvernementale contraignante et stricte sur les producteurs de masse de pollution et de destruction de l'environnement. C'est le rôle central du gouvernement : assurer la sécurité et la justice. Ceux qui détruisent l'environnement violent le contrat social et devraient être punis.

Notre économie capitaliste néolibérale mondialisée implosera et nous n'en connaissons pas les conséquences. Il en va de même pour la production alimentaire mondialisée. Donc nos structures sociales, si nous n'agissons pas. Les frontières sont trop proches pour ignorer ce qu'il se passe de l'autre côté. Ici, plus qu'ailleurs, nous reconnaissons nos interdépendances avec le reste du monde.

Parce que ce dont nous avons besoin, c'est d'une réglementation gouvernementale contraignante et stricte sur les producteurs de masse de pollution et de destruction de l'environnement. C'est le rôle central du gouvernement : assurer la sécurité et la justice. Ceux qui détruisent l'environnement violent le contrat social et devraient être punis.

L'appel personnel à l'action collective

Mais est-ce qu'on y arrive ? Sur le plan organisationnel, comment répondre aux exigences d'hyperconsommation, de croissance éternelle et de compétitivité infatigable dans lesquelles nous sommes tous engagés ? Nous nous mesurons en fonction de ces normes et nous sommes tous dans cette course après tout. Peut-on s'en détacher ? Nos activités, telles que nous les concevons et les réalisons jusqu'à présent, sont-elles contre-productives ? Faut-il recadrer nos structures et leur champ d'application actuels ?

Dans le contexte de l'urgence climatique actuelle, la mission, la vision, la viabilité et le travail actuels de nos organisations -environnementales, des droits humains et du développement- peuvent-ils atteindre leurs objectifs ?

Qu'en est-il des grandes structures, de nos démocraties ? Sont-ils équipés pour faire face aux crises actuelles ? Comment essayons-nous, consciemment et inconsciemment, de transformer nos sociétés - à tous les niveaux - au-delà du paradigme actuel ?

Nous vivons dans un monde nouveau qui remet profondément en question notre existence. Elle exige une adaptation consciente de la société qui ne peut se réaliser que par un dialogue honnête et une solidarité au-delà de nos zones de confort.

D'où l'appel personnel à s'approcher sérieusement des éléphants dans la salle... car la salle est un cirque, le cirque est en feu, « and the show cannot go on ».

Sources:

1 L'appel est personnel car, même si notre préoccupation est le développement, l'activisme, la justice environnementale et sociale au niveau organisationnel, c'est au niveau personnel que nous devons entamer cette conversation. « Les éléphants dans la salle » de l'idiome métaphorique anglais « the elephants in the room », fait référence à une vérité que nous connaissons mais dont nous acceptons de ne pas parler.

2 Malheureusement pour le capitalisme néolibéral, nos systèmes politiques, économiques et sociaux dépendent du monde naturel.

3 Les éléphants dans la salle

4 Un exemple tristement célèbre est l'histoire de l'île de Nauru, autrefois appelée Pleasant Island, dans l'océan Pacifique central.

5 Guerre contre les drogues: la guerre contre les drogues sert à criminaliser quiconque est opposé au gouvernement. Elle justifie l'usage extrême de la force tout en ignorant l'incapacité d'une grande partie de la société à avoir un niveau de vie décent. Bien sûr, il ne reconnaît pas la destruction de l'environnement comme une cause de désespoir pour certains secteurs de la société.

6 Nos sociétés capitalistes néolibérales qualifient d'irrationnels ceux qui agissent pour le bien commun de tous. Irrationnel signifie en fait faible et stupide. C'est une notion puissante qui freine notre impulsion naturelle d'aider les autres.

7 Certaines histoires extrêmement troublantes sont celles d'une petite élite qui croit fermement qu'elle peut s'épanouir et se sauver elle-même et sauver sa lignée au prix d'une catastrophe environnementale. Pour eux, le processus actuel n'est qu'un nettoyage de la Terre... ou si la Terre est inhabitable, alors ils continueront à coloniser une planète voisine. Aucune colonie sur Mars, aucun bunker au Kansas ou en Nouvelle-Zélande, aucune assurance d'urgence exorbitante, aucune somme d'argent ne leur évitera de perdre l'harmonie et la sécurité d'une planète vivante.

8 Ce n'est pas une situation impensable d'ici 2036.

9 « A brave new world » est une référence à la dystopie d'Aldous Huxley.

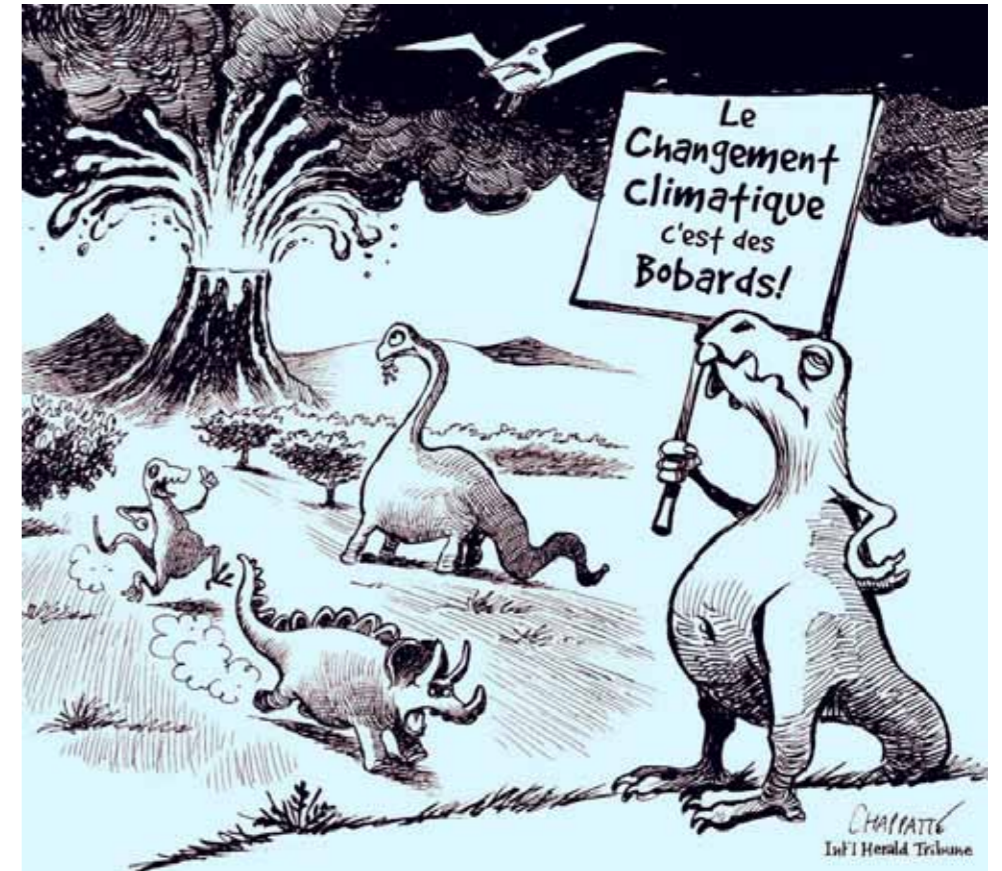
L'ignorance verte



Alexandre Mortelette

Notre terre brûle et ils regardent ailleurs. C'est ainsi que nous pourrions résumer la pensée des climato-sceptiques, irréductibles réfractaires à l'urgence climatique et à la nécessité d'agir vite pour sauver notre planète. À l'heure où la communauté scientifique est unanime quant à l'existence même du réchauffement global, certains osent encore la remettre en cause et minimisent les causes et les conséquences d'un réchauffement climatique qui, pour la grande majorité du commun des mortels, ne fait plus aucun doute. C'est même l'urgence climatique et les timides actions politiques pour la contrer qui ont vu la jeunesse du monde descendre dans la rue, pourtant souvent critiquée pour son désintérêt envers la politique et sa difficulté à s'engager.

Alors qui sont ces contestataires insoumis qui ne voient pas ou ne veulent pas voir notre terre brûler? Comment est née la controverse sur le réchauffement climatique? Comment parvient-elle à survivre dans un monde cerné par les conséquences directes du dérèglement global? Le climato-scepticisme est-il simplement utilisé à des fins stratégiques? S'agit-il d'un outil politique plutôt que d'une réelle conviction scientifique? S'agit-il d'une simple invention intéressée?



© Chapatte, The New York Times, www.chapatte.com

L'urgence climatique prend racine dans les années 90 à l'époque où commence à se développer l'hypothèse d'une responsabilité humaine au réchauffement climatique. En juin 1992, la conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement, autrement appelée «Sommet de la Terre», réunit dans la capitale brésilienne 120 chefs d'État et de gouvernement, 178 pays ainsi que plus de 2400 représentants d'ONG. C'est à l'issue de la conférence que sera adoptée par 154 États et la totalité des membres de la Communauté européenne la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), première tentative onusienne d'analyse et de solutionnement du réchauffement climatique. Pour la première fois, un traité affirme la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour la première fois, il apparaît nécessaire d'agir. Pour la première fois aussi, des voix s'élèvent contre l'hypothèse même du réchauffement climatique. Ces voix sont les prémisses de la pensée climato-sceptique. C'est en partie pour faire

taire ces voix dissidentes et apporter aux débats une plus forte légitimité scientifique que sera créé le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC), qui a pour mission principale d'évaluer les travaux scientifiques consacrés au changement climatique et d'en faire une synthèse. Il permet d'éclairer les décideurs politiques en proposant «des évaluations régulières du fondement scientifique de l'évolution du climat, des incidences et des risques associés et des possibilités d'adaptation et d'atténuation»¹. En 1995, le deuxième rapport d'évaluation du panel d'experts du GIEC², qui conduira plus tard au protocole de Kyoto (1997), précise que «l'étude des preuves suggère une influence détectable de l'activité humaine sur le climat planétaire». Le rapport, qui formule pour la première fois l'hypothèse anthropique du changement climatique, voit naître un ardent flot de critiques. Il accentue alors l'écho des voix dissidentes et permet leur transposition sur papier avec la création de l'«oregon petition»; pétition exhortant le gouvernement des États-Unis à rejeter

le protocole de Kyoto. Signée par plus de 31 000 sceptiques, elle devient le symbole du phénomène naissant qu'est le climato-scepticisme, le fer de lance de la remise en cause de l'existence, des causes et des conséquences du réchauffement climatique. Le phénomène continue à prendre de l'ampleur à mesure que l'urgence climatique s'intensifie, souvent après la parution des rapports d'experts et très souvent avant la tenue de conférences de parties environnementales. Le climato-scepticisme s'invite alors dans le domaine public en intégrant les campagnes électorales, les débats télévisés ou les articles de revues scientifiques. Il trouve écho dans la bouche du scientifique, de l'homme politique ou du citoyen lambda et se fait une place dans la presse écrite, à la télévision ou sur internet.

Qu'il désigne les climato-sceptiques « négationnistes », enclins à nier l'existence même du réchauffement global en imputant les changements climatiques à des simples variations naturelles, ou les climato-sceptiques au sens large du terme qui reconnaissent son existence mais réfutent l'hypothèse de son origine anthropique, le terme « climato-sceptique » est large et profond. Sous l'égide du climato-scepticisme cohabitent plusieurs groupes aux caractéristiques différentes. Ainsi, on recense des acteurs scientifiques, pour la plupart non spécialistes du climat, certains médias, qui ont ouvert leurs portes aux climato-sceptiques en quête de sensationnalisme et de gros titres attrayants, mais aussi et surtout les « think tanks »³, pour une immense majorité d'orientation conservatrice. La pensée conservatrice d'ailleurs, est intéressante dans ce contexte, puisqu'elle représente la clef de voûte de la pensée sceptique, le véritable fil rouge de la remise en cause de l'existence, des causes et des conséquences du réchauffement climatique.

Une origine et un ancrage politique

En plus d'être estampillé par l'idéologie conservatrice, le climato-scepticisme lui doit tout. C'est en effet sous l'impulsion conservatrice, et notamment l'impulsion conservatrice nord-américaine, que la pensée sceptique a germé. Vous l'aurez sans doute compris, le climato-scepticisme est donc de souche politique. Nourrie par de généreux financements⁴, souvent issus de puissants groupes pétroliers comme ExxonMobil Corporation, Texaco ou l'institut American Petroleum Institute, qui financent des études intéressées et commanditent des recherches orientées, la pensée sceptique aux États-Unis s'y répand comme une trainée de poudre. En apparence, elle acquiert donc une légitimité scientifique et s'enrichit de méthodes lobbyistes. C'est d'ailleurs ce que démontrent Naomi Oreskes et Erik M. Conway dans leur ouvrage intitulé « Merchants of doubt »⁵ (2010) en décrivant le rôle des think tanks américains dans la diffusion de la pensée sceptique aux États-Unis. Le travail d'Oreskes, professeur d'histoire des sciences de la terre à l'université de San Diego, et Conway, historien à la NASA, met en lumière les stratégies sceptiques en effectuant un parallèle avec des débats antérieurs comme celui sur le tabagisme ou sur le trou de la couche d'ozone, eux-mêmes sujets à leur époque à de violentes attaques d'un lobbying sceptique et intéressé. Le but de la manœuvre est clair : semer la confusion dans les esprits. Pour ce faire, entretenir le doute, remettre en cause le consensus scientifique établi, promouvoir le statut quo. Et le doute semble profitable au mouvement sceptique puisque qu'il reste fortement ancré dans les esprits. Le dernier sondage en date, celui du YouGov-Cambridge Globalism Project qui a recueilli les réponses de plus de 25 000 personnes dans pas moins de 23 pays, faisait état de 13% de climato-sceptiques aux États-Unis, 7% en France ou encore 6% en Allemagne. Le sondage OpinionWay⁶ de mars 2019, est plus brutal et il modère à lui seul le prétendu engagement écologique de la jeunesse

avec 36% des 18-24 ans qui déclarent ne pas croire au réchauffement climatique alors que la moyenne nationale française, toutes catégories d'âge confondues, est à 23%.

Les chiffres diffèrent mais le constat reste le même. La pensée climato-sceptique, malgré la multiplication des illustrations concrètes du réchauffement global (augmentation vérifiée des températures moyennes, accroissement du nombre de phénomènes climatiques extrêmes, instabilité des saisons, montée du niveau des mers, fonte massive des glaciers, extinction d'espèces animales, etc.) résiste et perdure. Elle résiste tellement bien qu'elle est même parvenue à intégrer, cette fois-ci ouvertement, le domaine politique. De plus en plus d'hommes politiques relayent les théories sceptiques au sein de la sphère politique, alors que certains d'entre eux accèdent même aux fonctions de gouvernance. Donal J. Trump, 45ème président des États-Unis, en est le représentant le plus fringant. Farouchement opposé au consensus scientifique sur le réchauffement climatique, il le considère même comme un « hoax » (canular), selon ses dires inventé de toute pièce par la Chine pour nuire économiquement à la compétitivité des États-Unis. Dans une série de tweets surréalistes de janvier 2014, il s'interroge sur la véracité du réchauffement climatique en établissant un parallèle simpliste avec les températures en dessous des moyennes de saison. De l'autre côté de l'Atlantique, le parti allemand de l'AfD (Alternative für Deutschland), eurosceptique et nationaliste, positionné à droite voire même très à droite et actuellement 3ème force politique du pays, adopte une position ouvertement climato-sceptique. Le parti nie l'origine anthropique du réchauffement climatique et critique fortement la politique environnementale menée par le gouvernement actuel, allant même jusqu'à réfuter l'aspect polluant du CO2. Début mai, Jair Bolsonaro, fraîchement élu à la tête du Brésil mettait l'une de ses promesses de campagne phares à exécution en annonçant une réduction de 95% du budget alloué à la protection de l'environnement.



Malheureusement, force est de constater que les exemples sont nombreux et apportent un dangereux contraste avec la réalité de l'urgence climatique. Le lien entre la pensée climato-sceptique et l'idéologie politique est donc évident. Si on regarde à droite de l'échiquier politique, du côté des populistes de droite, qui ont le vent en poupe en ce moment, le lien est encore plus évident.

En effectuant une modélisation politique de l'agenda climatique des partis populistes de droite européens, comme l'a fait Adelphi dans son étude de février 2019⁷, on parvient à établir un lien entre climato-scepticisme et idéologie populiste de droite. Selon Stella Schaller et Alexander Carius, parmi les 21 partis européens considérés comme partis populistes de droite, 7 d'entre eux nient le consensus scientifique sur le réchauffement climatique. Les autres partis apparaissent comme désengagés et présentent des avis ambigus et timorés sur la question climatique. Le travail empirique de la paire allemande permet le constat suivant : les partis populistes de droite progressent sur la scène européenne depuis 30 ans. En même temps, la pensée climato-sceptique et les programmes environnementaux à tendance réfractaire voire « négationniste » progressent eux aussi. Même s'il est difficile d'établir un parallèle entre les deux phénomènes et

de confirmer l'effet de corrélation, leurs relations sont troublantes. Le lien est là, certes, mais sa nature reste encore à déterminer.

Une chose est sûre, l'avancée progressive des idéologies populistes est alarmante pour la cause écologique. Elle retarde la mise en place d'un agenda climatique pourtant impératif. Cet agenda, bien qu'indispensable à l'échelle globale, ne parvient pas à s'établir en dehors des frontières nationales et se heurte à une sorte de chauvinisme égoïste. Des prétextes, fortement conditionnés par une idéologie populiste montante, sont avancés pour retarder l'échéance de l'action. Ainsi, l'agenda écologique abouti est souvent accusé de tous les maux. Une politique environnementale soutenue serait en effet nuisible à l'économie et trop coûteuse, les énergies vertes seraient pour certains, en plus d'être réputées chères, néfastes pour l'environnement. Pire encore, les efforts environnementaux n'en vaudraient pas la peine. Cette éternelle hésitation fait le jeu d'un seul parti. Celui des énergies fossiles qui continue à profiter d'une planète à bout de souffle, à coups de dépenses de lobbying, de diffusion de fake news ou d'implication politique. La principale victime, notre Terre, pourrait contraindre 140 millions de personnes aux migrations climatiques internes⁸ si rien n'est entrepris.

3 ans et demi après l'historique Accord de Paris sur le climat, approuvé par près de 195 délégations, notre planète brûle encore. L'urgence climatique et la nécessité d'action, bien qu'indéniables, sont encore freinées par une pluie d'obstacles. Alors aujourd'hui, prétendre que le réchauffement climatique est une ineptie, un canular ou l'expression d'une évolution climatique naturelle, est la plus folle des fake news. Avancer que la responsabilité de l'Homme n'est pas engagée et qu'un changement profond, immédiat et drastique de nos habitudes n'est pas nécessaire en est une autre.

Le climato-scepticisme se résume à un simple doute. Un simple doute, qui, nourri par les idéologies politiques et alimenté par la force du lobbying, retarde la nécessaire action climatique et met en péril l'équilibre de l'humanité. Il progresse, comme un ennemi invisible et sert d'outil électoral. Comme la peste, il se répand et semble difficile à guérir. Pourtant, le climato-scepticisme n'est qu'un doute. Il n'est autre qu'un manque d'informations, une ignorance fragile qu'il est facile de briser.

La controverse sur le réchauffement climatique est un mythe, elle n'existe pas. Notre terre brûle, c'est indubitable, alors ne regardez pas ailleurs.

Sources:

- [1 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/09/AC6_brochure_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/09/AC6_brochure_fr.pdf)
- [2 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/05/2nd-assessment-en-1.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/05/2nd-assessment-en-1.pdf)
- groupe de réflexion ou laboratoire d'idées
- Des documents recueillis par Greenpeace dans le cadre du « Freedom of Information Act » (loi d'accès à l'information du Congrès des États-Unis) confirment le rôle actif des groupes pétroliers.
- Oreskes, Naomi et Conway, Eric M.: Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming. London: Bloomsbury Publishing plc 2010.
- [6 http://www.datapressepremium.com/rmdiff/2008572/Etude-OpinionWay-pour-PrimesEnergie.fr.pdf](http://www.datapressepremium.com/rmdiff/2008572/Etude-OpinionWay-pour-PrimesEnergie.fr.pdf)
- Adelphi – Study „Convenient truths“– Mapping climate agendas of right-wing populist parties in Europe. Schaller, Stella & Carius, Alexander. <https://www.adelphi.de/en/publication/convenient-truths>
- Banque mondiale - <https://www.banquemonnaie.org/fr/news/feature/2018/03/19/meet-the-human-faces-of-climate-migration>

L'affaire TIPNIS en Bolivie : Vers la construction d'une nouvelle jurisprudence de la Nature



Elizabeth Peredo Beltrán

En avril 2010, plus de 30 000 militants, mouvements sociaux, penseurs et personnalités de divers pays se sont réunis en Bolivie pour un événement historique afin d'aborder l'émergence du changement climatique et de débattre sur des propositions visant à arrêter les mécanismes de destruction du capitalisme néolibéral. Il s'agissait de la première Conférence mondiale sur les droits de la Terre-Mère et le changement climatique à se tenir dans un climat de grand espoir dans le processus social initié en Bolivie.

Elle a abouti à une Déclaration des droits de la nature inspirante et a jeté les bases d'un Tribunal éthique chargé de sanctionner les pays et les entreprises qui menacent la nature, les peuples autochtones et l'humanité. Cette initiative ouvrait la voie vers un changement de paradigme pour une nouvelle «jurisprudence de la terre», comme Thomas Berry l'aurait imaginé et pour surmonter l'androcentrisme dominant de la civilisation capitaliste.

Cette grande réalisation ne tardera pas à trouver des obstacles dans le processus politique bolivien. La rupture la plus dramatique et la plus explicite

du gouvernement d'Evo Morales avec les principes du changement social anticapitaliste a été sa décision de construire une autoroute qui traverserait le cœur du TIPNIS (Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure). Sans aucun doute, un tournant qui a remis en question le processus même du changement, les droits indigènes ainsi que les droits de la nature, que Morales soulève comme carte de visite dans les forums internationaux comme l'ONU ou l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques).

Bien que la Conférence des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère ait ouvert une réflexion approfondie sur la protection de la planète, la construction de cette route progressait depuis 2008. Le projet avait un contrat avec l'entreprise brésilienne de construction OEA et un financement de la BNDES (Banque nationale pour le développement économique et social du Brésil). Il a fallu attendre la démission d'un vice-ministre pour dévoiler le conflit silencieux au sein du gouvernement: Juan P. Ramos, vice-ministre de l'Environnement, a démissionné en juillet 2010 refusant de signer le permis



© Photo: Huitième marche autochtone en 2011, Ainara Aparici, 2.0 Generic (CC BY-NC-SA 2.0)

environnemental pour la construction de la route.

La huitième marche autochtone de 2011

En septembre 2011, un peu plus d'un an après le Sommet, la 8ème Marche indigène des Tierras Bajas est arrivée dans la ville de La Paz pour exiger l'arrêt de la construction de la route, pour dénoncer la décision non concertée

et arbitraire du gouvernement sur la Convention 189 de l'OIT et pour protester contre la répression cruelle dont ils avaient été victimes à Chaparina, où ils avaient été poursuivis, arrêtés et menottés, femmes et enfants inclus, pour empêcher leur marche vers le siège gouvernemental.

Des milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues (pour recevoir et se solidariser avec les manifestants) en adressant un message clair au gouvernement. Cela a forcé Morales à négocier avec les dirigeants de la

8ème Marche Indigène pour le TIPNIS et à approuver une Loi de protection du territoire, la Loi 108. Cette «loi courte» de 5 articles interdisait l'installation de tous les travaux qui pourraient affecter le parc: «L'autoroute Villa Tunari-San Ignacio de Moxos, comme toute autre, ne traversera PAS le Parc National et Territoire Indigène d'Isiboro Sécure - TIPNIS.» Il semblait que les peuples autochtones du TIPNIS avaient gagné.

Quelques mois plus tard, le gouvernement lui-même a encouragé une marche des syndicats, des colons

Le TIPNIS, l'un des territoires les plus beaux et les plus diversifiés d'Amérique du Sud, est le plus grand réservoir d'eau de la région; un territoire de 1 225 347 hectares avec des plateaux amazoniens, des Yungas subandines¹ et des contreforts préservés. Il a été déclaré Parc National en 1965 par le Décret-Loi N° 7401 et en 1990, grâce à la Première Marche pour le Territoire et la Dignité Indigène, il a également été déclaré «Territoire Indigène» des peuples Moxeño, Yuracaré et Chimán. En 2009, après des années de lutte et de mobilisation, ces peuples ont obtenu des titres légaux sur plus de 1.091.656 hectares, ayant «cédé» une partie de leur territoire aux implantations des «cocaléros» (cultivateurs de la feuille de coca) situés dans le «Polígone 7» (au sud du Parc), qui est actuellement la zone de production de coca - dont le Président Morales est le représentant à vie.

paysans et des cultivateurs de coca du Polygone 7 pour remettre en question ce caractère intangible figurant dans la loi 108 et promouvoir une nouvelle norme ignorant celle convenue avec la Marche autochtone. Il s'est agi de la loi 222 qui proposait une consultation des peuples autochtones du TIPNIS sur l'autoroute Villa Tunari - San Ignacio de Moxos, et ce comme un «besoin de développement». García Linera², vice-président du gouvernement, a déclaré: «Que signifie l'intangibilité ? Que vous ne pouvez même pas enlever une feuille. C'est ça l'intangibilité. Que vous ne pouvez pas soulever une branche. Que vous ne pouvez rien toucher. Je veux dire, vous ne pouvez pas faire une école. Vous ne pouvez pas forer pour trouver l'eau potable. C'est ça l'intangibilité». M. García Linera a déformé ainsi le concept pour forcer le rejet de l'accord avec les peuples autochtones du TIPNIS. La consultation «ex post» a approuvé la construction de la route et une nouvelle loi (Loi 696) l'a légalisée.

Au cours des années qui ont suivi la 8ème Marche et la trahison par le gouvernement Morales des accords signés avec les peuples autochtones, les voix de la société civile critiquant le modèle extractiviste de plus en

plus ouvert du pays ont cherché à être réduites au silence moyennant un contrôle étatique systématique. Le questionnement social ne s'est pas limité à la route mais s'est orienté vers le modèle de développement, dans lequel les parcs nationaux, les territoires, les forêts et les rivières, ainsi que les communautés sont menacés par les projets pétroliers, les mégas barrages et les mines sauvages.

Ce qui est certain, c'est que les défis que la société bolivienne s'était fixés avec l'idéal du «Bien Vivre» et les « Droits de la Terre Mère» ont disparu dans un scénario de « développement » autoritaire conçu pour imiter les grandes puissances qui, selon Morales, construisent des infrastructures sans détruire les forêts : «Certains disent qu'on ne peut ouvrir un chemin dans le Parc National Isiboro Sécure ; autant que je sache, pratiquement partout dans le monde les routes et chemins de fer passent dans les parcs nationaux mais ils sont protégés, sans y établir des habitations.» Pour lui la défense de la nature fait partie de «l'agenda impérialiste de l'USAID» qui «s'oppose à la construction de la voie du développement et de l'intégration nationale».

Les voix de la jungle se font entendre au Tribunal

Le Tribunal international des droits de la nature, issu des décisions du Sommet de 2010 sur les droits de la Terre-Mère, a été maintenu grâce à l'Alliance mondiale pour les droits de la nature (GRAN), un «réseau d'organisations et d'individus engagés dans l'adoption universelle et l'application de systèmes juridiques qui reconnaissent, respectent et promeuvent les droits de la nature»³. Il est constitué par des personnalités exceptionnelles, des activistes sociaux et des scientifiques de renom tels que Vandana Shiva (Inde), Tom Goldthoat (USA), Blanca Chancoso (Equateur), Pino Solanas (député argentin), Nnimmo Bassey (Nigeria) et plusieurs autres⁴.

En novembre 2017, à Bonn, le Tribunal a reçu des représentants des peuples autochtones et des femmes du TIPNIS et a entendu leur plainte. En août 2018, après avoir accepté le cas, une Commission composée d'Alberto Acosta (Équateur), Enrique Viale (Argentine) et Shanon Biggs (États-Unis) a effectué une mission en Bolivie pour visiter le territoire et rencontrer les organisations et le gouvernement.

La Commission a réussi à rencontrer les peuples affectés à Trinidadcito dans la région Nord. Mais lorsqu'elle a essayé d'atteindre Polygone 7, où sont installées les colonies des « cocaléro », les membres de la Commission ont été retenus contre leur gré pendant plus de 6 heures par les syndicats qui les ont empêchés d'atteindre la zone. Bien qu'ils aient eu quelques réunions avec les autorités, le gouvernement a évité de répondre au questionnaire que le Tribunal lui avait adressé.

L'arrêt de la Commission

Le rapport et l'arrêt de la Commission⁵ s'appuient sur les preuves de l'impact

dévastateur de la route qui pourrait détruire en quelques décennies plus de 60% de la forêt, entraînant la perte irréparable de la biodiversité sur ce territoire : « Cela pourrait signifier la perte de 64,5% de la forêt en 18 ans. Environ 610 848 hectares de forêt où habitent des milliers d'espèces animales, seraient déboisés. » L'arrêt rappelle qu'à l'heure actuelle, près de 35 % de la superficie du parc a été engagée pour l'exploitation pétrolière. La sentence souligne également le phénomène de déforestation du Polygone 7 (implantation de « cocaléros ») et signale l'absence de consultation préalable, libre et informée, conformément aux procédures légales de la Convention 169 de l'OIT. Finalement, l'arrêt fait référence à la contradiction manifeste avec la réglementation pour la défense des droits de la Terre Mère et les droits autochtones et territoriaux dans l'État plurinational de Bolivie.

La sentence de réparation prononcée par le Tribunal à l'encontre du gouvernement bolivien demande entre autres:

- L'arrêt immédiat et définitif de tout type de progrès dans la construction de l'infrastructure routière dans la Section II d'Isinuta à Monte Grande au sein du TIPNIS.
- L'adoption de mesures efficaces pour arrêter l'avancée de la colonisation vers la zone centrale du TIPNIS.
- L'annulation des plans d'expansion pétrolière dans le TIPNIS.
- L'identification et la sanction des responsables des violations des droits humains en 2011 à Chaparina.
- Une reconnaissance de la responsabilité de l'État pour l'absence de justice et des excuses publiques par le Président de l'État plurinational de Bolivie.
- La création du Bureau du Défenseur de la Terre-Mère qui, neuf ans après sa création par la loi N° 71, n'est toujours pas entré en vigueur.
- La cessation de toute pression pour discipliner et contrôler les organisations

qui défendent la Terre-Mère et l'octroi de toutes les garanties pour qu'elles puissent accomplir cette tâche fondamentale pour la reproduction de la vie sur Terre.

Ce jugement a été rendu au gouvernement le 16 mai 2019. Celui-ci n'a pas donné de réponse, alors que certains de ses représentants ont déclaré que «ce n'est pas un jugement contraignant» sous-estimant la valeur éthique et sociale profonde de son contenu. Comme l'a dit Maria Nela Paco, ancienne ministre de la Communication du gouvernement du MAS (parti socialiste bolivien), «la Terre-Mère est comme une mère, comme une femme et, en même temps, elle se sacrifie pour nourrir cette humanité».

La sentence signée par 64 juges du Tribunal a une valeur éthique incontestable dans l'affaire TIPNIS, d'autant plus avec un État qui prétend défendre les droits de la Terre-Mère. Le travail du Tribunal a été rigoureux et constitue une preuve très claire de la réalité et de la perte de la forêt et de la biodiversité dans le parc Isiboro Sécure.

Le Tribunal exprime la volonté collective de changer le paradigme dominant qui réifie la nature pour la surexploiter, en détruisant non seulement la base vitale de la vie sociale et naturelle, mais aussi la biodiversité et les écosystèmes créés en millions d'années qui constituent la base de la vie sur la planète. Il met sur la table la nécessité de «construire» une cohérence entre «ce qui est dit et ce qui est fait» en tant qu'acte politique transnational pour contribuer à un horizon civilisateur qui restaure l'équilibre avec la nature et la vie. C'est une initiative qui montre comment la société civile peut créer des réseaux, des procédures, des visions et des pratiques d'une nouvelle humanité prête à engendrer une nouvelle éthique et une nouvelle jurisprudence sur Terre.

Elizabeth Peredo Beltrán est une psychologue sociale, chercheuse, auteure et activiste bolivienne. Elle a été directrice de la Fondation Solón, co-fondatrice de l'Atelier sur l'histoire et la participation des femmes et de l'Observatoire bolivien du changement climatique et du développement. Elle travaille sur des

Le rapport et l'arrêt de la Commission s'appuient sur les preuves de l'impact dévastateur de la route qui pourrait détruire en quelques décennies plus de 60% de la forêt, entraînant la perte irréparable de la biodiversité sur ce territoire.

campagnes et dans des réseaux pour l'eau, la transformation sociale et les débats sur le développement. Elle est membre du conseil d'administration de Food and Water Watch et du Conseil socio-scientifique de l'UITC.

Sources:

- 1 Vallée forestière d'Amérique du Sud, située entre 500 et 2 300 m au-dessus du niveau de la mer.
- 2 <https://therightsofnature.org/tribunal-internacional-derechos-de-la-naturaleza/>
- 3 Le Tribunal a suivi des affaires dans plusieurs pays (Parc national Yasuni en Equateur, l'affaire Chevron-Texaco en Equateur, la marée noire de BP dans le golfe du Mexique/États-Unis, entre autres) et compte sur les délibérations d'une équipe sélecte d'activistes, des Prix Nobel alternatifs et des scientifiques qui analysent les dossiers. La sentence sur le cas TIPNIS a été signée par 26 membres dont la liste se trouve sur : <https://tipnisbolivia.org/2019/05/15/tribunal-internacional-por-los-derechos-de-la-naturaleza-emite-sentencia-por-el-caso-tipnis/>
- 4 <https://therightsofnature.org/wp-content/uploads/2019/05/Sentencia-TIPNIS-Espanol-1.pdf>
- 5 https://tipnisbolivia.org/2019/05/15/vea-la-lectura-de-la-sentencia-del-tribunal-por-los-derechos-de-la-naturaleza-contra-el-estado-boliviano/?fbclid=IwAR0R4UUM7Ec609mb3SOI2mmtawJ5ex_IYXpYNzqRym0cC_5_ujDCuGH1chQ



© Martin Vilela

Je ne me moque pas de la mort



Rocío Silva Santisteban

Sur le suicide d'Alan García - une auto-sentence de mort - et la méfiance des Péruviens devant la corruption des Présidents du Pérou



Photo: flickr, (CC BY-SA 2.0)

Ce jour-là, je me suis réveillée à cinq heures du matin pour préparer ma classe. A 6h20, j'ai décidé de faire une pause, de prendre un café et d'écouter les nouvelles. À ce moment-là, les chaînes de télévision communiquaient en temps réel sur les poursuites d'un procureur pour arrêter Alan García Pérez, le deux fois président du Pérou (entre 1985-1990 et 2006-2011). Je n'ai pas hésité à tweeter l'événement : justice allait enfin être faite. Nous les Péruviens savions déjà que les déclarations faites à Curitiba le 23 avril 2019 par Jorge Simoes Barata, le directeur d'Odebrecht au Pérou, avouant avoir donné 3 millions de dollars à deux hommes d'Alan García, étaient fort probables. Cette livraison d'argent était un pot-de-vin pour obtenir carte blanche dans la construction de plusieurs ouvrages et mégaprojets, tels que la Route Interocéanique : une immense route fantôme par laquelle ne transitent que les camions qui acheminent l'or obtenu des mines sauvages qui dévastent l'Amazonie.

La vie vaut si peu au Pérou

L'assassinat d'Ezequiel Nolasco, leader de la construction civile de la région d'Ancash et l'un de ceux qui ont dénoncé le président du gouvernement régional pour corruption, a coûté 500 soles (150 euros) aux dires des tueurs-à gages à la police nationale. Parfois, une vie ne vaut que les 5 soles qu'une balle coûte. La mort est un quotidien banal qui ne scandalise pas les Péruviens. Sauf le suicide de l'ancien Président de la République, le plus arrogant de l'histoire du Pérou.

Alan García Pérez s'est tiré une balle dans la tempe et un grand nombre de Péruviens, des simples citoyens mais aussi des actrices de télévision ou des ingénieurs chimistes, ont demandé à voir le corps, à ouvrir le cercueil, à exposer le certificat de décès, pour mémoire!

Pourquoi certains Péruviens préfèrent-ils inventer une histoire invraisemblable - «Alan est toujours vivant, il s'est échappé, tout est une farce» - et nier la réalité ronflante? Mon hypothèse est que la mort d'Alan García nous laisse devant l'impunité absolue d'un homme politique sur lequel tous les soupçons se sont portés et qui, comme disent les Allemands, «a été lavé avec toutes les eaux». Nous vivons dans un pays de crises de présidents dues à la corruption: si tous les anciens présidents de 1985 à 2018 sauf un -Valentín Paniagua- sont poursuivis pour corruption, la suspicion est pire que la confirmation du crime car elle nous maintient dans un état de désarroi. Et ce n'est pas tout : beaucoup de Péruviens ont été profondément troublés par sa propension au mensonge et son arrogance, par la façon dont, quelques jours auparavant, devant les caméras de dizaines de journalistes qui l'interrogeaient sur ses hommes de paille, il avait répondu «prouvez-le alors, les crétins» (sic). Cela, il l'avait dit à nous tous, les citoyens qui l'avons élu deux fois Président du Pérou.

L'exécution extrajudiciaire de 149 prisonniers qui ont capitulé à la prison d'El Frontón en 1986; le meurtre de paysans par des soldats dans la ville d'Accomarca en 1985; la confrontation entre la police et les indiens amazoniens à Curva del Diablo (le «baguazo» de 2009); les grâces douteuses à cinq mille trafiquants de drogue et détenus

ordinaires qui ont été accordées par García entre 2007-2009; le fameux discours dans lequel García affirmait que les indigènes n'étaient pas des citoyens de première classe; les 89 morts dans les conflits sociaux pendant son second mandat; le sourire ironique, toute cette masse de diplômés antidémocratiques, a été brisé sous le revolver Colt 357 MAG. Et García nous a lancé son cadavre avec une lettre qui aspire anxieusement à faire partie de l'Histoire du Pérou (avec des lettres majuscules).

D'une manière étrange, mais justice a été faite

De nombreux péruviens voulaient que justice soit faite. Et justice a été faite : un suicide pourrait être un acte de dignité, mais est-ce le cas ? Pour moi, il s'agit d'une peine de mort exécutée par la main du condamné. Même quelqu'un qui a été deux fois président n'aurait pas dû se moquer de la mort parce que la mort est sacrée. Le poète péruvien Javier Heraud, tué par une balle dum-dum à l'âge de 21 ans, écrivit: «Je ne ris pas de la mort».

Le cadavre de l'ennemi est un motif de mépris dans toutes les guerres; le cadavre d'un président du Pérou qui part de cette façon peut créer les conditions pour aggraver la crise politique. D'une certaine façon, c'est aussi une métaphore de la politique péruvienne: il n'y aura pas de résurrection, mais il y aura de nouvelles vies avec des buts différents qui pourront être consacrées à ce service qui est, au fond, la fonction publique.

Cette crise des «présidents du Pérou» doit permettre aux Péruviens d'aspirer à un nouveau style de leadership moins autoritaire que celui dont nous avons l'habitude. Un leadership qui nous permette depuis la base d'exiger la probité et depuis la hiérarchie, des responsabilités soulignant l'importance du rôle du service. Être président du Pérou permet à ce citoyen d'entrer dans l'histoire. La question est comment. L'honnêteté devrait être une condition sine qua non mais.... On nous a tellement trompés!

Conflicting verdicts on the Duterte administration



Julie Smit

After a brief honeymoon period following his inauguration as president of the Philippines in June 2016, Rodrigo Duterte, who had referred to himself as "the country's first socialist president", with an election promise of pro-people policies, began to show himself in his true colours.

While he failed to address many of his other election promises, the commitment he had made to ending the country's massive drug problem in just six months became his main policy focus. Almost three years on, the bloody war on drugs that ensued has led to the killing of some 25 000 people, mostly from the poorest sectors of society, with no end to the drug problem yet in sight. His regular tirades and threats of violence vented against any groups or individuals critical of the drug war and his blatant denial of the human rights of the victims - "Are drug pushers and addicts part of humanity?" - served to encourage the indiscriminate killing in impunity not only of drug users and peddlers but also of the lawyers that defend them and human rights activists critical of the drug war.

Duterte started to suppress all forms of criticism at an early stage in his presidency. In September 2016, Senator Leila de Lima, the chairwoman of the Committee on Justice and Human Rights that had been investigating the

drug war killings, was removed from office and was jailed in 2017. Another prominent victim was the Supreme Court Chief Justice, Maria Lourdes Sereno, another strong critic of Duterte. She was unconstitutionally removed from office in May 2018 in what was referred to as "the death of democracy in the Philippines".

After the three progressive ministers appointed to Duterte's cabinet when he came to power failed to be confirmed in office and the cabinet became increasingly dominated by ex-military officers the hopes of positive change were dampened further. In addition, the initial spirit of optimism at the resumption of the peace negotiations between the Duterte government and the National Democratic Front of the Philippines aimed at ending the 50-year long internal conflict came to an abrupt end when the talks broke down just before the economic and social issues that are at the root of the armed conflict were about to be discussed.

Violent attacks on human rights defenders and progressive lawyers increased, in particular after the introduction of a new counterinsurgency programme in 2017 aimed at crushing the armed resistance and the declaration of martial law in the southern island of Mindanao in May 2017.



International Peoples' Tribunal in September 2018

Victims of rights violations under Duterte testify at an International Peoples' Tribunal

Given the massive human rights violations perpetrated in the Philippines in a climate of impunity that made it impossible to bring those responsible to justice at home, fourteen Filipino civil society groups, including one of ASTM's partners, the peasant movement KMP, felt there was an urgent need to focus international attention on the situation. In September 2018 they organized an international Peoples' Tribunal in Brussels at which complaints were made against President Duterte as well as President Trump, the IMF, the World Bank, the WTO and the multinational corporations and banks that do business in the Philippines on account of their respective roles in

the violation of the rights of the Filipino people. Peoples' tribunals are tribunals organised by civil society organisations and individuals to highlight issues such as rights violations that are not being addressed by formal national or international bodies. They have no legal authority but derive considerable moral authority from the integrity, expertise and capability of the tribunal members.

The charges brought included the "gross and systematic violation of civil and political rights, economic, environmental, social and cultural rights, and the right to national self-determination and development, as well as violations of international humanitarian law". Eight jurors from Egypt, France, Italy, Malaysia, the Netherlands and the US heard testimonies from a total of 31 witnesses, some of whom gave personal accounts of the horrifying experiences their families had suffered, others provided factual information on the political and economic background in the Philippines under Duterte.

In its decision rendered on 8 March 2019 the Tribunal found the defendants guilty of war crimes and crimes against humanity committed against the Filipino people.

Unsurprisingly the Duterte administration dismissed the Tribunal and its findings as "a sham proceeding with no official sanction" and "a useless piece of leftist propaganda against the government". While it is indeed true that the verdict of the People's Tribunal is not legally binding, it is valuable both because of the renowned panel of international lawyers that presided over it and the authenticity of the mass of well-documented evidence produced. The evidence produced will be a valuable tool for presenting the disastrous situation of human rights and attacks on democracy taking place in the Philippines to the outside world.

Immediately after the Tribunal, the evidence was presented to the International Criminal Court (ICC) in The Hague, which is currently conducting a preliminary examination

into the alleged crimes against humanity by the Duterte administration. The findings of the Tribunal will be used in the ICC Prosecutor's in her analysis of the informational available in order to try to establish jurisdiction over the alleged crimes. Despite the fact that Duterte, in an angry reaction to this preliminary examination, withdrew the Philippines from the ICC in March 2019, the ICC considers that it could continue the prosecution of individuals for crimes committed prior to the withdrawal.

A resounding electoral victory for Duterte and his allies despite continuing human rights abuses and authoritarian rule

On May 13 2019, over 63 000 000 Filipinos voters were called upon take part in mid-term elections, in which 12 of the 24-member Senate as well as hundreds of seats in the House of Representatives and in provincial, municipal and local elections across the country were contested. The election resulted in a resounding victory for Duterte's political allies, which was also seen as an endorsement of the president's policies and leadership.

Critics of Duterte's hard line policies were particularly shaken by the fact that the president now has a firm grip on the Senate, which until now had had some degree of independence and managed to block some of his more controversial initiatives that had been passed by the lower house, which was and continues to be controlled by Duterte supporters. The lower house had for example supported the drug war and martial law in Mindanao. Of the 12 newly elected members, 9 belong to the pro-Duterte camp, while the other 3 are independent. Of the uncontested seats, just four are occupied by opposition members, one of whom, Leila de Lima, is still in jail and unable to vote.

Particularly disturbing to human rights groups is the election of Ronald Dela Rosa, the ex-head of police who was the architect of the drug war. Central to his election campaign was a commitment to hard-line policies such as the reintroduction of the death penalty for drug crimes, rape and murder and lowering the age of criminal liability to below the age of 15 to just 12.

It is feared that, with Duterte now in control of both houses, the executive and holding a strong influence over the judiciary it will be easy for him to carry through his plans for constitutional change in favour of a decentralized federal system, which could also enable him to remove the one-term limit on the president's term of office. One hope expressed by Duterte's opponents is that independent senators could ally with the opposition members and vote against him on certain issues.

The elections were marred by violence in the pre-election period, with some 20 people killed, including four candidates and a local broadcaster. There were also reports of vote buying and instances of vote counting machines not working correctly in a number of polling stations. A further criticism concerns the abuse of the system of party-lists, which was introduced in the 1987 Constitution and allocates up to 20 % of seats for the marginalised sectors to be represented. The system is now being increasingly taken over by groups with links to political dynasties and big business. In the May election it was reported that almost half of the party-list groups did not represent the marginalised sectors.

After the election results were published mass protests broke out accusing the administration of large-scale vote rigging and election fraud.

What led to the sweeping victory of Duterte and his allies?

It is hard to understand why a leader who is responsible for – and even boasts of – the killing of thousands of his own people, who has failed to deliver on his election promises and is arguably moving the country in the direction of a fascist state can still achieve such a resounding electoral victory.

One explanation of Duterte's continuing popularity suggested by analysts is that many Filipinos are currently more open to an authoritarian style of government because of their frustration with the established political dynasties and their failure to deliver adequate public services and economic improvements for the majority of Filipinos.

In a comment on the outcome of the recent elections, Richard Javad Heydarian, a specialist in Asian geopolitical and economic affairs speaks of "democracy fatigue", adding that "according to a recent survey, more than 80 percent of Filipinos prefer a decisive and strong-willed leader who does not bother with institutional checks and balances".

Politique agricole commune européenne: quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud?



Interview avec Laurent Levard



Laurent Levard est ingénieur agronome et responsable de programme au département Alimentation et Économie Rurale du Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques (GRET), qu'il a rejoint en 2010. Il travaille principalement sur les questions des politiques agricoles et commerciales, des négociations commerciales internationales et de l'agro-écologie.

Comment est née l'idée de réalisation de l'étude «Politique agricole commune européenne: quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud? Quels sont les enseignements majeurs à en tirer ?

L'étude a été commanditée par la Commission Agriculture et Alimentation (C2A) de Coordination Sud, plateforme des ONG françaises de solidarité internationale et à laquelle se sont ralliées les ONG luxembourgeoises. On sait que la PAC a des effets sur les agricultures paysannes des pays du Sud et des études sur le sujet ont déjà été menées. À l'occasion des discussions pour la nouvelle PAC, la C2A a commandité cette étude de façon à avoir des éléments d'appui pour mener des actions de plaidoyer, notamment auprès des nouveaux députés européens.

Les enseignements majeurs à en tirer s'apparentent à 4 effets que l'on connaissait de la PAC sur les pays du sud. Ces 4 thématiques sont :

- les effets des exportations de produits bénéficiant de subventions européennes et qui sont commercialisés sur les marchés des pays du sud où ils entrent en concurrence avec des productions locales.

- les importations de soja pour l'alimentation du bétail provenant essentiellement d'Amérique du sud où la croissance et l'expansion du modèle soja a des effets sociaux, sanitaires et environnementaux absolument dramatiques.

- l'impact du système agricole et alimentaire européen sur les émissions de gaz à effet de serre, sachant que les populations paysannes des pays du sud sont parmi les plus affectées par ce réchauffement climatique.

- la thématique des agro-carburants étant donné que le détournement des usages alimentaires de terres agricoles en Europe a un effet direct en termes

de déforestation et d'accaparement de terres.

La PAC a un rôle dans ces effets mais n'est pas la seule responsable puisque c'est une combinaison de différentes politiques qui génère ces effets négatifs.

Une concurrence juste et équitable entre les productions européennes et celles issues de l'agriculture paysanne du Sud est-elle possible ?

Oui et non. Il existe des différentiels de productivité qui font que les produits agricoles ou d'origine agricole exportés sur les marchés des pays du sud se retrouvent avec des prix plus faibles que ceux des produits locaux et créent une concurrence avec le développement de l'agriculture locale. La deuxième problématique est liée au fait que certains produits, comme la poudre de lait et le blé, sont fabriqués avec le bénéfice de subventions. Ce ne sont pas des subventions à l'exportation mais plutôt des aides directes de la PAC

qui permettent finalement à l'Europe d'exporter à des prix encore plus faibles, créant un effet de dumping.

Ces deux problématiques posent, en Afrique de l'ouest, un problème lié à un enjeu de sécurité alimentaire et donc d'une certaine indépendance alimentaire. Si ces pays sont dépendants des importations pour leur consommation, cela crée une grande vulnérabilité, notamment en cas de flambée de prix comme ce fut le cas en 2007/2008. La concurrence de ces produits vient aussi limiter les possibilités de développement de l'agriculture et de l'élevage. Or, on sait bien que le développement agricole est la voie la plus évidente pour le développement. Il y a donc une incohérence puisque l'Union Européenne prétend favoriser, à travers sa politique de coopération, le développement des pays du sud alors que les exportations européennes viennent freiner le développement de l'agriculture et contribuent parfois à la crise de ces agricultures. Pour que la concurrence

soit juste et équitable, il faudrait soit que les pays exportateurs taxent leurs exportations à hauteur des subventions reçues, soit que les pays importateurs appliquent une protection douanière, qui fasse en sorte que ces importations pénètrent les marchés intérieurs à des prix plus élevés, évitant ainsi une concurrence avec la production locale.

En Afrique de l'ouest par exemple, il revient moins cher d'importer de la poudre de lait, notamment de l'Union Européenne, que de s'approvisionner en lait local. Certes, le lait local trouve des débouchés sur les marchés intérieurs mais cette différence de prix n'encourage absolument pas le développement des politiques d'approvisionnement local et d'appui par les industriels, que ce soit en termes d'assistance technique, de collecte ou pour le développement de la production locale. Ce problème est aggravé par la montée en puissance des exportations européennes vers l'Afrique de l'ouest de ce que l'on appelle improprement «lait réengraissé, mélange

de poudre contenant du lait écrémé et de l'huile de palme. Les industriels européens séparent la matière grasse de la protéine et avec la matière grasse, ils font du beurre qui est commercialisé à un prix extrêmement élevé (prix moyen de 5000€ / tonne). Le lait écrémé obtenu est ensuite mélangé à de l'huile de palme qui est 8 fois moins chère que le beurre (prix moyen de 600€ / tonne). Ce mélange est déshydraté et on obtient une poudre 30% moins chère que la poudre de lait classique. Elle représente pas moins de 70% des importations africaines de l'ensemble des poudres de lait.

Alors que l'Union Européenne est engagée sur le plan écologique et que sa politique environnementale repose sur les principes de la précaution, de la prévention et de la correction de la pollution à la source, elle participe, par le biais de ses importantes importations de soja, à une déforestation massive dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, à la pollution de ces terres d'exploitation ainsi qu'à la mise en danger de la biodiversité locale. Faut-il renoncer au « modèle soja » ou en revoir complètement les fondements ?

À ces effets dramatiques du modèle soja s'ajoutent aussi l'expulsion de populations paysannes et de communautés locales ainsi que de graves effets sanitaires. Plusieurs études ont démontré les effets en termes de développement de maladies auprès des populations rurales qui vivent à proximité des cultures de soja, ainsi qu'auprès des populations urbaines à la périphérie des villes qui sont en contact direct avec ces cultures.

Le modèle soja a des effets dramatiques et on peut retenir tout particulièrement la question de la déforestation. Il faut préciser pour comprendre qu'au début des années 60, quand les pays européens ont décidé de mettre en œuvre la PAC, ils ont négocié avec les États-Unis, à l'époque premier producteur de soja du monde, et ont décidé que le marché européen du soja ne serait ni protégé ni sujet aux droits de douane. Il y a donc une contradiction entre la mise en œuvre de conditions environnementales à la



production en Europe, et l'importation de produits sans aucune condition relative aux conditions sociales et environnementales de production. C'est ce qui explique pourquoi on a ces importations massives et ces effets destructeurs du modèle soja.

D'après les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce, un État peut décider de normes sur l'importation qui se réfèrent aux caractéristiques des produits eux-mêmes et non pas aux conditions de production. Il serait donc cohérent de mettre des conditionnalités aux importations en fonction de leurs impacts dans les pays de production.

Alors, faut-il renoncer au modèle soja ? Oui, clairement. Le soja, qui est produit en Amérique du sud sur le modèle de l'agro-business du soja OGM engendre tous les effets négatifs qu'on vient d'évoquer.

D'ailleurs, c'est intéressant de voir qu'il y a deux régions européennes, à savoir celle du

Trentin-Haut-Adige, en Italie du Nord et la région de la Bavière en Allemagne, qui ont décidé de se passer de soja OGM. Dans la pratique, c'est se passer d'importations de soja. On voit donc qu'il peut y avoir une volonté politique. Aujourd'hui, cela impliquerait de revoir tout un certain nombre d'éléments sur le modèle agricole européen et sur le modèle alimentaire. Ce sont des choses que l'on sait faire. On sait produire des légumineuses qui produisent des protéines, certes moins riches que le soja, mais on peut faire aussi évoluer les systèmes d'élevage vers des systèmes qui s'appuient davantage sur des alternatives organiques au soja plus respectueuses de l'environnement.

Il est également possible de développer des cultures de soja en Europe mais ceci implique de revoir la façon dont les aides de la PAC sont distribuées. Aujourd'hui, elles sont distribuées indépendamment du type de culture. Il est donc primordial

de recentrer les aides vers la transition écologique de l'agriculture.

Le réchauffement de la planète influence l'exploitation agricole alors que celle-ci contribue directement au dérèglement climatique. Comment peut-on sortir de ce cercle vicieux ?

Ce n'est pas un véritable cercle vicieux parce que l'essentiel des émissions de gaz à effets de serre de l'agriculture et de l'alimentation proviennent du système agricole et alimentaire des pays les plus riches. Par contre, dans les pays du sud, notamment dans les pays tropicaux, l'agriculture devient victime du réchauffement climatique, alors qu'elle y est déjà vulnérable. Disons alors que le principal responsable du réchauffement climatique en matière d'agriculture et alimentation n'est pas sa principale victime.

En tout cas, dans les études menées sur les effets du système agricole et alimentaire européen en termes d'émission de gaz à effet de serre, il apparaît que le système agricole et alimentaire est responsable d'une bonne partie des émissions de gaz à effet de serre de l'Europe. Selon les hypothèses, entre 25 et 35% des émissions sont liées au système agricole et alimentaire. Aussi, au sein de cet ensemble système agricole et alimentaire, le plus gros des émissions vient de la production agricole elle-même. Enfin, parmi les principaux postes, il y a l'élevage d'une part avec les émissions de méthane des ruminants, et d'autre part les émissions liées à l'alimentation des aliments, c'est-à-dire à toutes les cultures impliquées dans la production des aliments pour les animaux. L'élevage est le premier point central en termes de contribution de l'agriculture au réchauffement climatique. Le deuxième point central, c'est les émissions de protoxyde d'azote qui sont liées principalement à la fertilisation azotée et notamment aux engrais chimiques azotés. Les deux se recoupent puisque dans les aliments pour les animaux, il y a des cultures de céréales qui utilisent des engrais azotés. C'est à ces deux éléments qu'il faut s'attaquer en priorité. Ça veut dire d'une part, revoir les systèmes d'élevage en favorisant un type d'élevage qui soit moins contributeur au changement climatique, et d'autre part de s'engager vers une substitution des engrais azotés chimiques par des engrais organiques. À ces deux points s'ajoute un troisième qui est le transport. Le transport routier interne à l'Union Européenne pose problème et implique un véritable enjeu de relocalisation des productions au plus près des lieux de consommation, notamment des produits qui contiennent beaucoup d'eau comme les fruits et légumes ou le lait. Il y a aussi un enjeu d'évolution des modes de transport et de substitution du transport routier par des modes de transport plus verts comme le transport ferroviaire.

La PAC, ainsi que d'autres types de politiques publiques (politiques commerciales, politiques de transport ou politiques alimentaires) doivent être

mobilisées. Rappelons aussi qu'au niveau européen, le droit de la concurrence interdit dans les marchés publics de fixer des critères de localisation de la production par rapport au lieu de consommation. C'est donc là un obstacle supplémentaire auquel il faut s'attaquer.

Attrayants sur le papier, les Accords de Partenariat Économiques (APE)¹ entre l'Union Européenne et les pays du Sud sont souvent révélateurs de la complexité des relations Nord/Sud et sont accompagnés de pressions économiques et tarifaires. Quel est l'impact réel de ces accords sur les pays du Sud ? Que recommandez-vous dans le cadre de cette étude ?

On peut prévoir des effets, mais nous n'avons pas la matière pour décrire des effets effectifs puisque la plupart des APE ne sont pas encore mis en œuvre ou même signés.

Néanmoins, on peut sans doute le faire sur l'APE avec les Caraïbes qui est déjà en place. Je n'ai pas vu d'études sur le sujet mais en revanche, j'ai beaucoup travaillé sur l'Afrique de l'ouest, où deux accords intérimaires entre d'une part l'Union Européenne et d'autre part, soit la Côte d'Ivoire, soit le Ghana, sont en train de rentrer en application. On peut dès à présent prévoir que ces accords vont aggraver le phénomène de concurrence entre les exportations européennes et la production locale. Certes, il y a tout un certain nombre de produits agricoles qui ont été exclus de l'APE et les droits de douane étaient déjà, bien souvent, très faibles. Quand le droit de douane passe de 5% à 0%, ce n'est pas un changement extrêmement important mais il y a bel et bien un effet. On l'a vu avec l'exemple de la poudre de lait ou des poudres de substituts du lait, où ces 5% vont accroître la concurrence.

Si on prend l'exemple de la communauté de l'Afrique de l'est, avec une communauté regroupant notamment le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, on constate aujourd'hui que sur les principaux produits vivriers, les droits de douane sont de l'ordre de 60%. Ils sont accompagnés d'autres

politiques agricoles qui ont permis un développement de la production vivrière et notamment de la production de lait. Le Kenya est aujourd'hui excédentaire en lait et voit son niveau de consommation de produits laitiers augmenter, ce qui est positif pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pourquoi dire cela ? Parce que finalement, ce qu'auraient de mieux à faire les pays d'Afrique de l'ouest, ce serait d'avoir des protections plus importantes qui permettraient d'assurer une meilleure compétitivité de leur production locale par rapport aux importations. Or les APE créent une contrainte juridique supplémentaire qui empêcherait les pays d'Afrique de l'ouest de mettre en place une telle politique de protection. Ce que nous recommandons alors, c'est que ces APE ne soient pas signés mais qu'ils soient remplacés par de véritables accords de coopération qui n'exigent pas une libéralisation de leurs économies et qu'au contraire, l'Union Européenne accompagne ces pays dans des politiques de développement de leurs filières et de protection de leurs secteurs les plus vulnérables.

¹ Les accords de partenariats économiques (APE) sont des accords commerciaux visant à développer le libre échange entre l'Union européenne et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)

L'étude sera publiée en été 2019.

Coin Citim: L'Atlas des frontières – Murs, conflits, migrations



Anne Müller

L'une des plus grandes questions qui accapare la politique de l'Union européenne des dernières années est sans doute la sécurisation des frontières. Cette question est loin d'être un sujet nouveau, comme le montrent les exemples de l'Histoire : la Grande Muraille en Chine, le Mur d'Hadrien, le mur de Berlin, ...

Les murs, de toutes tailles, exist(ai)ent sous toutes les formes. L'« Atlas des frontières » nous permet de voyager avec aisance dans un monde des murs pourtant complexe. Les sujets traités sont vastes: les origines historiques des frontières, les particularités des frontières naturelles et leur rôle d'enclave.

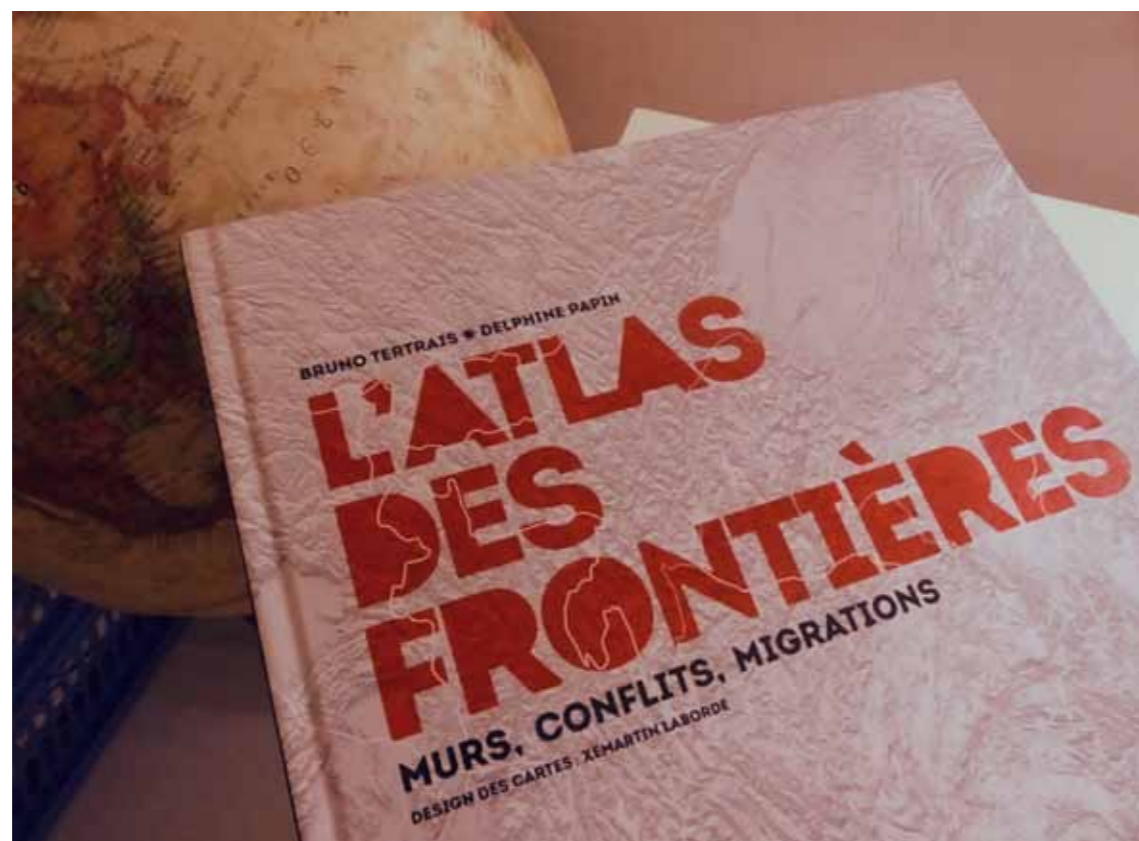
Plus de 40 cartes géographiques et infographiques, complétées par des textes explicatifs relatifs aux développements historiques, mettent l'accent sur des situations locales et développent le concept même de la frontière.

Les foyers des routes migratoires vers l'Europe s'y dévoilent aux yeux du lecteur, à l'aide de cartes inédites habilement représentées.

«L'Atlas des frontières» est un bon outil pour disposer d'une vue d'ensemble simplifiée sur une thématique assez complexe. Le concept, très visuel, permet aux lecteurs de mieux comprendre et comparer les situations aux abords des frontières: que ce soit l'exclusion des «indésirés» (par exemple dans le cas de l'immigration illégale entre le Mexique et les États-Unis), le confinement des tensions (par exemple entre Israël et la Palestine),...tout franchissement de frontière, ou presque, s'apparente à une situation de danger, à une prise de risque. L'«Atlas des frontières» permettra au lecteur de se forger son propre avis et de juger si ces prises de risque sont légitimes.

L'Atlas des frontières - Murs, conflits, migrations

*Bruno Tertrais, Delphine Papin
2016, Les Arènes, 132 p*



Wir finanzieren die Energiewende

In den vergangenen 22 Jahren haben etika und die BCEE zinsvergünstigte Kredite in Höhe von 35 Mio. Euro an **65 Projekte** aus dem Bereich Erneuerbare Energien und Energieeffizienz vergeben: 17 Photovoltaik-Anlagen, 14 Niedrigenergie- und Passivhäuser, 10 Hybridbusse und 1 Kompetenzzentrum E-Mobilität, 9 Wassermühlen, 7 Windparks, 5 Bio- und Methangasanlagen, 1 Anlage zur Produktion von Pellets und 1 energieeffiziente Wasseraufbereitungsanlage.



